Quatre-vingt-quatrième année. — N° 210. Le Numéro : 15 francs. Lundi 1er et Mardi 2 Septembre 1952.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1.750	2.100	1.600	800	450	12.500	6.550	3.500

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

Arrêtés du 30 août 1952 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 8690).

Arrêté portant nomination d'un membre de la commission mixte de protection des réceptions de radiodiffusion et de télévision (p. 8691).

Ministère de la justice.

Décret n° 52-1002 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois à la grande chancellerie de la Légion d'honneur (p. 8691).

Ministère des affaires étrangères.

Arrêtés portant nominations, réintégrations, attributions de fonctions et conférant l'honorariat (administration centrale et services extérieurs) (p. 8691).

Ministère de l'intérieur.

Décret n° 52-1003 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois dans les services des préfectures (p. 8691).

Ministère de la défense nationale.

Citation à l'ordre de l'armée (p. 8692).

Décret n° 52-1004 du 1er septembre 1952 relatif aux droits à pension des goumiers marocains (p. 8692).

Décrets portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (rectificatifs) (p. 8692).

Arrêté du 14 août 1952 portant remise de débet (p. 8692).

Décisions portant nominations, annulation de nomination au grade d'aspirant et rectificatif (armée de terre, réserve) (p. 8692).

Désignations pour servir sur les théâtres d'opérations extérieurs des sous-officiers appartenant aux armes et services gérés par la direction du personnel militaire de l'armée de terre (p. 8693).

Liste des candidats nommés élèves à la section administrative de l'école du service de santé militaire à la suite du concours de 1952 (rectificatif) (p. 8695).

Liste des médecins ayant obtenu le titre de médecin, chirurgien ou spécialiste des hôpitaux militaires (rectificatif) (p. 8695).

Tableau de départ colonial du 1er septembre 1952 (p. 8695).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Décret n° 52-1005 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois au service des enquêtes économiques (p. 8700).

Décret n° 52-1006 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois à l'institut national de la statistique et des études économiques (p. 8700).

Ministère de l'éducation nationale.

Arrêté du 9 août 1952 portant refus d'un legs de tableaux au musée des Gobelins (p. 8700).

Arrêté du 19 août 1952 portant remise de débet (p. 8700).

Arrêté du 28 août 1952 portant constitution auprès de chaque recteur d'une commission administrative paritaire des agents de service et aides de laboratoire des écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices (p. 8701).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret du 29 août 1952 portant modification de la liste des ports où sont constituées des commissions de visite des navires et de ceux où sont établis des services d'inspection de la navigation maritime (p. 8701).

Décrets du 29 août 1952 portant admission à la retraite, acceptation de démission et conférant l'honorariat (ingénieurs des ponts et chaussées) (p. 8701).

Décret n° 52-1007 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois dans les services extérieurs du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (p. 8701).

(1 f.)

Arrêtés des 12 et 13 août 1952 agréant les aérodromes privés des Monedières (Corrèze), Vanville (Manche) et Castelnau-Magnoac (Hautes-Pyrénées) (p. 8702).

Arrêté du 25 août 1952 portant approbation de l'acte de concession et du cahier des charges particulier pour la construction et l'exploitation d'une gare routière publique de voyageurs à Arras (p. 8702).

Arrêté du 29 août 1952 modifiant la composition de la commission administrative paritaire des agents supérieurs du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (p. 8702).

Arrêté relatif à l'aménagement des cotisations versées à la caisse générale de prévoyance par les pensionnés de l'établissement national des invalides de la marine (rectificatif) (p. 8702).

Liste des candidats admis à l'emploi d'adjoint technique des ponts et chaussées (concours de 1952) (rectificatif) (p. 8703).

Liste des candidats admis à se présenter aux épreuves écrites du concours d'accès au corps des administrateurs de l'inscription marine (3 septembre 1952) (additif) (p. 8703).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Arrêté du 28 août 1952 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 8703).

Arrêtés portant inscription au tableau d'avancement, promotion, prolongation d'activité et admission à la retraite (mines) (p. 8703).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décret n° 52-1008 du 30 août 1952 portant modification du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer (p. 8703).

Tour de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret (p. 8704).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Arrêté du 27 août 1952 portant enregistrement et approbation des statuts de la caisse primaire de sécurité sociale du Morbihan (p. 8705).

Arrêté du 27 août 1952 portant enregistrement et approbation des statuts de l'union de la caisse régionale de sécurité sociale pour le Sud Est et de la caisse primaire de sécurité sociale des Alpes-Maritimes (p. 8705).

Arrêtés du 28 août 1952 portant approbation de règlements intérieurs (institutions de prévoyance et caisses de retraites) (p. 8705).

Arrêtés du 29 août 1952 approuvant les statuts de sociétés mutualistes (p. 8705).

Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Décret n° 52-963 modifiant le décret n° 49-1225 du 28 août 1949, modifié, portant statut des personnels techniques temporaires du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme (rectificatif) (p. 8706).

Arrêté du 29 juillet 1952 portant revision du projet de reconstruction et d'aménagement d'une commune et rectificatif (p. 8706).

Arrêtés des 13 et 18 août 1952 portant modification des projets de reconstruction et d'aménagement des communes d'Ault-Onival (Somme) et de Veulettes-sur-Mer (Seine-Inférieure) (p. 8706).

Arrêtés du 30 août 1952 portant homologation de coefficients d'adaptation départementaux du Bordereau général de prix forfaitaires et rectificatif (p. 8706).

Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêté fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant aux Alsaciens et aux Mosellans qui ont été incorporés de force dans la Wehrmacht au cours de la guerre 1939-1945 (rectificatif) (p. 8706).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Arrêtés portant nominations, titularisations, réintégrations et admissions à la retraite (services extérieurs) (p. 8706).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Conseil de la République. — Réunions de commissions (p. 8707).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 8707).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis relatif au tirage de la trente-deuxième tranche de la loterie nationale 1952 (p. 8709).

Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance de la zone dollar (p. 8709).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Tarifs de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 8707).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance de la zone dollar (p. 8709).

MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Avis de délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française, en date du 25 juin 1952, portant création en Afrique occidentale française d'usines exercées pour la fabrication des « cut-backs » (p. 8707).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Avis de vacance du poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes) (p. 8709).

Avis de vacance du poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Saint-Claude (Jura) (p. 8709).

Bulletin des recettes de la Société nationale des chemins de fer français (trente-troisième semaine de 1952) (p. 8710).

Annonces (p. 8710).

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

PUBLIÉS EN ANNEXES

Assemblée nationale. — Annexes: feuilles 94 et 95 (session de 1951) (*pour l'édition complète*). (Voir le sommaire des annexes au *Journal officiel* du mardi suivant.)

DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

PUBLIÉS EN ANNEXES

Annexes: feuille 7 (session de 1951) (pour l'édition complète). (Voir le sommaire des annexes au *Journal officiel* du mardi suivant.)

SOMMAIRE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

publiés du 18 au 24 août 1952.

ASSEMBLEE NATIONALE

Feuille 83.

Ratification de la convention n° 88 concernant l'organisation du service de l'emploi. — Projet de loi (*suite*)..... p. 2628

Législation du travail. — *Modalités d'application à l'Algérie de la loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions.* — Projet de loi..... p. 2628

Système de coordination des régimes de sécurité sociale métropolitain et algérien. — Projet de loi..... p. 2628

Pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie. — Projet de loi..... p. 2628

Habilitation d'agents de l'office scientifique et technique des pêches maritimes à dresser procès-verbal des infractions à la réglementation de coquillages. — Projet de loi. p. 2629

Extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatives à la procédure pénale. — Projet de loi..... p. 2629

Baux à loyer de locaux ou d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre. — Modification et interprétation de l'article 3 de la loi n° 49-1949. — Projet de loi..... p. 2630

Ratification de la convention entre la Belgique, la France et l'Italie. — Extension et coordination, aux ressortissants des trois pays, de l'application des législations sur les assurances sociales et prestations familiales. — Projet de loi..... p. 2631

Ratification de la convention sur l'aide mutuelle judiciaire conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la principauté de Monaco. — Projet de loi..... p. 2632

Ratification de la convention relative à la faillite et la liquidation judiciaire conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la principauté de Monaco. — Projet de loi. p. 2634

Ratification de la convention générale entre la France et le Danemark sur la sécurité sociale. — Projet de loi.... p. 2635

Majoration des pensions exceptionnelles. — Projet de loi.... p. 2637

Code du travail. — Complément à l'article 67 a du livre IV. — Projet de loi..... p. 2637

Extension des dispositions du décret du 30 octobre 1935 aux périmètres rendus irrigables en Algérie par des ouvrages autres que les grands barrages-réservoirs. — Projet de loi..... p. 2638

Nullité de l'acte dit « loi du 17 mai 1941 » autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie. — — Projet de loi..... p. 2638

Exonération des droits d'inscription et d'examen à tous les pupilles de la nation. — Proposition de loi de M. Devemy..... p. 2638

Autorisation de cumul, pour les veuves de guerre, de l'allocation temporaire aux économiquement faibles avec leur pension. — Proposition de loi de M. Devemy.... p. 2639

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée..... pp. 2639, 2640, 2641, 2647, 2649, 2650

Patente due par les entreprises de transport aérien. — Répartition équitable entre les communes. — Proposition de résolution de Mme de Lipkowski..... p. 2641

Dispense du service militaire actif aux jeunes gens dont deux proches parents sont « morts pour la France ». — Proposition de loi de M. Guislain..... p. 2641

Exonération de la redevance sur les postes récepteurs de radiodiffusion les invalides civils 100 p. 100. — Modification de l'article 2 de la loi n° 49-1032 du 30 juillet 1949. — Proposition de loi de M. Marcel Naegelen. p. 2642

Réorganisation des établissements hospitaliers de Marseille. — Proposition de loi de M. Carlini ..... p. 2642

Nouveau délai pour le rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des auteurs et compositeurs. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux ..... p. 2644

Code général des impôts. — Remise en vigueur de l'article 367 sur le report des contingents d'alcools en provenance des cidres et poirés. — Proposition de loi de M. Coulaud ..... p. 2644

Interdiction des procédés de vente dits « à la boule de neige ». — Projet de loi ..... p. 2644

Régime électoral des chambres de commerce d'Algérie. — Projet de loi ..... p. 2645

Prix de l'essence. — Abrogation du décret du 20 octobre 1951. — Proposition de résolution de M. Jean Crouzier ....., p. 2647

Taux d'extraction des farines panifiables de blé. — Proposition de loi de M. Briot ..... p. 2647

Dégrèvements sur les carburants utilisés en agriculture. — Modification de l'article 6 de la loi n° 51-598 du 23 mai 1951. — Proposition de loi de M. Pronteau ..... p. 2647

Allocation temporaire aux vieux. — Relèvement du montant de la valeur des biens meubles et immeubles. — Proposition de loi de M. Waldeck Rochet ..... p. 2648

Exemption de la taxe proportionnelle des revenus provenant d'immeubles nouvellement construits. — Proposition de loi de M. René Schmitt ..... p. 2648

Aide aux aveugles et aux grands infirmes. — Modifcation de l'article 2 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949. — Proposition de loi de M. Naegelen ..... p. 2649

Diminution de l'excès d'acidité des vins par l'emploi du carbonate de chaux. — Proposition de loi de M. Vincent Badie ..... p. 2649

Célébration du centenaire de la création de la médaille militaire. — Contingent spécial de croix de la Légion d'honneur à des médaillés militaires. — Proposition de résolution de M. Benault ..... p. 2649

Programme de réarmement. — Modification du taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers. — Proposition de loi de M. Peytel .. p. 2650

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (France d'outre-mer). — Rapport par M. André Burlot ..... p. 2651

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères). — Rapport par M. Marcel Massot ..... p. 2653

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture). — Rapport par M. Abelin ..... p. 2654

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie). — Rapport par M. Jules Julien ..... p. 2655

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travail et sécurité sociale). — Rapport par M. Robert Lacoste .. p. 2656

Feuille 84.

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travail et sécurité sociale). — Rapport par M. Robert Lacoste (*suite*)..... p. 2657

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Reconstruction et urbanisme). — Rapport par M. Guy La Chambre ..... p. 2665

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Monnaies et médailles). — Rapport par M. Jean-Paul Palewski ..... p. 2663

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, télégraphes, téléphones. — Caisse nationale d'épargne). — Rapport par M. Léon Dagain..... p. 2663

Création de cantines scolaires dans toute école primaire publique. — Proposition de loi de Mme Grappe..... p. 2670

Versements rétroactifs d'assurance-vieillesse par les conjoints survivants des agents des cadres. — Proposition de loi de M. Etienne Fajon..... p. 2671

Statuts types des sociétés de secours minières (annulation de l'arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 3 octobre 1951 modifiant l'article 45). — Proposition de loi de M. Henri Martel..... p. 2671

Participation de l'Etat aux dépenses d'assistance des départements et des communes (modification du décret du 29 décembre 1936). — Proposition de loi de M. Robert Ballanger ..... p. 2672

Gratuité du séjour en crèche pour certaines familles. — Proposition de loi de Mme Rabaté..... p. 2672

Salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des bases aériennes des ponts et chaussées. — Proposition de loi de M. Prot..... p. 2672

Augmentation du taux de l'indemnité mensuelle attribuée aux personnes élevant des pupilles de l'Etat (Assistance publique). — Proposition de résolution de M. Alcide Benoît ..... p. 2673

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée..... p. 2673

Approbation du compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1952. — Projet de loi..... p. 2673

Protection du salaire. — *Ratification de la convention internationale n° 95.* — Projet de loi..... p. 2675

Bureaux de placement payants. — *Ratification de la convention n° 96.* — Projet de loi..... p. 2679

Travail de nuit des femmes. — *Ratification de la convention internationale n° 89.* — Projet de loi..... p. 2681

Application à la Côte française des Somalis de certaines modifications apportées au code pénal. — Projet de loi..... p. 2682

Ratification du traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor. — Projet de loi..... p. 2683

Rétablissement de l'article 304 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française et au Togo. — Projet de loi..... p. 2685

Statut ds chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Cameroun et au Togo. — Projet de loi..... p. 2685

Code d'instruction criminelle applicable aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo. — Application des articles 590 à 599 et 619 à 634 et modification de l'article 592 du code. — Projet de loi..... p. 2686

Feuille 85.

Modifications apportées au code pénal. — Application aux Etablissements français dans l'Inde. — Projet de loi..... p. 2689

Répression, à Madagascar et dépendances, des vols de certains produits du sol (art. 1er du décret du 17 juillet 1931). — Projet de loi..... p. 2689

Code d'instruction criminelle. — Application en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, de certaines dispositions de la loi du 22 avril 1925. — Projet de loi. p. 2690

Reconstruction de l'écluse portuaire de Trystram, à Dunkerque — Proposition de loi de M. Pierrard..... p. 2690

Répression des évasions. — Application dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, de certaines dispositions de l'ordonnance du 7 octobre 1944 et de la loi n° 49-340 du 14 mars 1949. — Projet de loi..... p. 2690

Code pénal. — Application dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo de la loi du 2 août 1950. — Projet de loi..... p. 2691

Organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun. — Projet de loi..... p. 2691

Code d'instruction criminelle. — Application aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo des modifications apportées aux articles 66, 162, 194 et 368. — Projet de loi..... p. 2692

Programme de modernisation et d'équipement rural. — Proposition de loi de M. Waldeck Rochet..... p. 2693

Amnistie de délits économiques en faveur des agriculteurs alsaciens et mosellans. — Proposition de loi de M. Meck. p. 2694

Ratification de la convention relative à l'extradition conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la principauté de Monaco. — Projet de loi..... p. 2695

Ratification de la convention relative au service militaire conclue le 21 décembre 1949 entre la France et la Grande-Bretagne. — Projet de loi..... p. 2696

Approbation du compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1951. — Projet de loi..... p. 2697

Code du travail. — Modification de l'article 156 du livre II. — Projet de loi..... p. 2698

Relèvement des indemnités et salaires des personnels des départements et communes. — Inscription des crédits nécessaires au budget de l'intérieur. — Proposition de résolution de M. Demusois..... p. 2699

Propriété commerciale. — Complément à l'article 1er de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946. — Proposition de loi de M. Estradère..... p. 2699

Substitution pour payement des taxes sur le chiffre d'affaires de « l'encaissement du prix » à « la livraison de la marchandise ». — Proposition de loi de M. Estradère..... p. 2700

Prix des tabacs et des allumettes. — Abrogation des décrets du 3 novembre 1951 portant relèvement de ces prix. — Proposition de résolution de M. Tourtaud..... p. 2700

Unités territoriales. — Revision de l'article 85 de la Constitution. — Proposition de résolution de M. Jacques Bardoux ..... p. 2700

Pouvoir judiciaire. — Revision de certains articles de la Constitution. — Proposition de résolution de M. Jacques Bardoux ..... p. 2701

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, transports et tourisme). — Rapport par M. Pierre Gabelle..... p. 2703

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères). — Rapport par M. Corniglion-Molinier. p. 2704

Répression du faux-monnayage. — Ratification de la convention internationale du 20 avril 1929 et modification de l'article 133 du code pénal — Projet de loi..... p. 2707

Signalisation routière. — Ratification du protocole signé à Genève le 19 septembre 1949. — Projet de loi..... p. 2710

Signalisation routière. — Modification de la loi du 5 juillet 1934. — Projet de loi..... p. 2710

Contrôle des dépenses engagées et contrôle de l'exécution des budgets (ville de Paris, département de la Seine). — Modification du décret du 13 juin 1939. — Projet de loi..... p. 2711

Envoi à la Grèce et à la Turquie d'une invitation à accéder au traité de l'Atlantique Nord. — Projet de loi..... p. 2711

Rapports des bailleurs et locataires de locaux à usage professionnel. — Modification de la législation. — Proposition de loi de M. Haumesser..... p. 2712

Réparation des immeubles bâtis partiellement détruits par faits de guerre. — Modification de divers articles de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946. — Proposition de loi de M. Le Roy Ladurie..... p 2712

Demandes de mise en liberté provisoire. — Complément à l'article 113 du code d'instruction criminelle. — Proposition de loi de M. Isorni..... p 2713

Code d'instruction criminelle — Modification des articles 309 et suivants (composition et fonctionnement du jury). — Proposition de loi de M. Isorni..... p. 2713

Suppression du droit à la réparation des dommages de guerre à certains condamnés (abrogation de l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946). — Proposition de loi de M. Isorni..... p. 2714

Majoration des taux de l'allocation temporaire, de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales (complément à la loi n° 51-1126 du 26 septembre 1951). — Proposition de loi de M. Wagner..... p. 2714

Réduction de 50 p. 100 sur les tarifs des lignes de chemins de fer et des lignes routières de remplacement aux veuves de guerre non remariées. — Proposition de loi de M Pineau..... p. 2715

Délais d'approbation des budgets de la ville de Paris. — Proposition de loi..... p. 2715

Suppression du conseil privé des établissements français de l'Océanie. — Proposition de loi..... p. 2715

Boissons alcooliques dans les établissements français de l'Océanie. — Réglementation. — Proposition de loi..... p. 2716

Pensions civiles et militaires. — Modification de l'article 18 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948. — Proposition de loi..... p. 2716

Réglementation de la prostitution. — Abrogation de la loi du 13 avril 1946. — Proposition de loi..... p. 2717

Sécurité sociale. — Limitation de son activité. — Proposition de résolution de M. de Pierrebourg..... p. 2719

Interdiction des ventes avec primes. — Proposition de résolution de M. Genton..... p. 2719

Réglementation du fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées. — M. Bernard Lafay..... p. 2719

Assainissement du marché des houblons de la production nationale et sauvegarde des intérêts des planteurs français. — Proposition de résolution de M. Kauffmann ..... p. 2720

Feuille 86.

Assainissement du marché des houblons de la production nationale et sauvegarde des intérêts des planteurs français. — Proposition de résolution de M. Kauffmann (*suite*)..... p. 2721

Obligation aux caisses départementales d'allocations familiales de procéder au règlement des allocations familiales suivant le taux applicable au lieu du travail et non au lieu de résidence du chef de famille. — Proposition de résolution de M. Mabrut..... ..... p. 2721

Organisation du régime de l'allocation vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles. — Proposition de loi de M. Waldeck Rochet..... p. 2721

Sessions des tribunaux criminels de Tunisie. — Projet de loi ..... p. 2723

Acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel. — Projet de loi.. p. 2724

Subvention à certains travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure. — Modification de la loi n° 48-1540 du 1er octobre 1948. — Proposition de loi de M. René Schmitt..... p. 2725

Réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires. — Proposition de loi de M. Francis Leenhardt ..... p. 2725

Régime des prestations familiales. — Complément au décret n° 46-2880 du 11 décembre 1946. — Proposition de résolution de M. Durbet ..... p. 2725

Modification de l'article 69 du livre IV du code du travail. — Projet de loi..... p. 2726

Conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas des appels interjetés en matière musulmane. — Projet de loi..... p. 2727

Renforcement de l'action du service de la répression des fraudes. — Proposition de loi de M. Rey..... p. 2727

Organisation de l'industrie des pâtes alimentaires. — Abrogation de la loi n° 2057 du 24 juin 1941. — Proposition de loi de M. André Bardon..... p. 2728

Conditions d'affectation dans la gendarmerie nationale. — Modification de l'article 13 de l'instruction du 27 juin 1929. — Proposition de résolution de M. Médecin..... p. 2728

Report de la date limite des déclarations de vin pour les départements de l'Isère et de la Savoie. — Proposition de résolution de M. Paquet..... p. 2729

Répression de l'ivresse publique, police des débits de boisson et aggravation des peines encourues par certains délinquants en état d'ivresse dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. — Projet de loi ..... p. 2729

Régime électoral en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française. — Modification et complément à la loi n° 47-1629 du 29 août 1947. — Projet de loi ..... p. 2730

Réglementation des entrepôts spéciaux et des dépôts d'avitaillement des huiles minérales à Madagascar. — Ratification de délibération de l'assemblée représentative. — Projet de loi..... p. 2731

Code pénal. — Application à divers territoires d'outre-mer et au Togo des modifications apportées à l'article 373. — Projet de loi..... p. 2732

Ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948. — Projet de loi..... p. 2733
Conseils de districts des Etablissements français de l'Océanie. — Projet de loi..... p. 2734
Exercice de la profession commerciale dans les établissements français de l'Océanie. — *Complément au décret du 5 janvier 1940 instituant une carte de commerçant pour les étrangers.* — Projet de loi..... p. 2735
Concours des citoyens à la justice et à la santé publique. — *Extension à certains territoires d'outre-mer des dispositions des articles 1er et 2 de l'ordonnance du 25 juin 1945.* — Projet de loi..... p. 2735
Travaux préliminaires à la reconstruction. — *Modification et complément à l'ordonnance n° 45-669 du 10 avril 1945.* — Projet de loi..... p. 2736
Elections de délégués du personnel et de délégués au comité d'entreprise. — *Procédure devant le juge de paix pour les contestations nées à cette occasion.* — Rapport par M. Gazier..... p. 2737
Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Marine marchande). — Rapport par M. Mazier..... p. 2738
Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, télégraphes et téléphones). — *Caisse nationale d'épargne.* — Rapport par M. Raymond Boisdé..... p. 2741
Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères). — Rapport par M. Francis Lenhardt..... p. 2743
Sursis aux expulsions de locataires ou occupants de bonne foi. — Rapport par M. Minjoz..... p. 2743
Retraite des élus cantonaux et des magistrats municipaux. — Proposition de loi de M. Jean Durand..... p. 2744
Fonctionnaires de l'Etat et agents des communes. — *Parité entre la carrière et le classement indiciaire.* — Proposition de loi..... p. 2745
Création d'une cour d'appel à Oran. — Proposition de loi de M. Quilici..... p. 2745
Victimes du sinistre du 2 octobre 1951 des villes d'Anglet, du Boucau et de Biarritz. — *Indemnisation de leurs pertes.* — Proposition de résolution de M. Mora..... p. 2746
Rétablissement du trafic ferroviaire du service voyageurs sur la ligne de Ossès à Saint-Etienne-de-Baigorry. — Proposition de résolution de M. Mora..... p. 2746
Payement des impôts. — *Suppression des pénalités et des versements anticipés.* — Proposition de loi de M. Lamps. p. 2746
Bénéfices de campagne aux militaires et aux marins en service outre-mer. — *Modification de la loi du 14 avril 1924.* — Rapport par M. Devemy..... p. 2747
Honorariat aux anciens membres des conseils de prud'hommes. — Proposition de loi de M. Delalande..... p. 2748
Suppression du prélèvement de 1 p 100 effectué sur les travaux publics au profit des asiles nationaux de Vincennes et du Vésinet. — Proposition de loi de M. Marrane.. p. 2748
Nationalité française. — *Modification de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945.* — Projet de loi..... p. 2748
Sociétés coopératives de reconstruction et associations syndicales. — *Modification et complément à la loi n° 48-975 du 18 juin 1948.* — Projet de loi..... p. 2749
Exonération de la taxe téléphonique aux aveugles civils. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais..... p. 2749
Cultures de tabac. — *Garantie accordée contre les avaries de force majeure.* — Proposition de loi de M. Restat..... p. 2749
Spectacles et cinéma dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle — *Unification de la législation.* — Projet de loi..... p. 2750
Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés. — *Exonération des entreprises helléniques de navigation maritime.* — *Ratification du décret n° 51-128 du 5 février 1951.* — Projet de loi..... p. 2750
Organisation des justices de paix. — *Modification de la loi du 30 juillet 1947.* — Projet de loi..... p. 2751
Convention générale du 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique sur la sécurité sociale. — *Ratification de l'avenant à l'accord complémentaire.* — Projet de loi..... p. 2751
Impôt sur les revenus. — *Exonération des entreprises de navigation maritime de la République Argentine.* — *Ratification du décret n° 51-127 du 5 février 1951.* — Projet de loi..... p. 2752

Feuille 87.

Impôt sur les revenus. — *Exonération des entreprises de navigation maritime de la république argentine.* — *Ratification du décret 51-127 du 5 février 1951.* — Projet de loi (*suite*)..... p. 2753
Conseil général de la Nouvelle-Calédonie. — *Composition et formation.* — Projet de loi..... p. 2753
Formation des assemblées de groupe et des assemblées représentatives en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et à Madagascar. — Projet de loi..... p. 2753
Codification de la législation relative aux sérums thérapeutiques et produits organiques destinés au diagnostic des maladies des animaux. — Proposition de loi de M. Barrot..... p. 2754
Domaine immobilier. — *Revalorisation des contrats d'assurance incendie.* — Proposition de loi de M. Siefridt..... p. 2755
Allocation de logement. — *Modification des textes réglementaires.* — Proposition de résolution de M. Caboire p. 2756
Fonctionnaires. — *Classement des agents supérieurs dans un cadre latéral d'administrateurs civils.* — Proposition de de M. Joseph-Pierre Lanet..... p. 2756
Constitution. — *Modification des articles 3 et 6.* — *Consultation du peuple français par référendum sur une nouvelle loi électorale.* — Proposition de résolution de M. Paquet..... p. 2757
Taxes sur les produits pétroliers. — *Modification de la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951.* — Proposition de loi de M. Raymond Guyot..... p. 2757
Prorogation des délais impartis pour le paiement des impôts. — Proposition de résolution de M. Grousseaud..... p. 2757
Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Présidence du conseil). — Rapport par M. Guy Petit..... p. 2758
Institution d'un fonds forestier d'outre-mer. — Projet de loi.. p. 2760
Règlement de l'Assemblée nationale. — *Modification de l'article 56.* — Proposition de résolution de M. Defos du Rau p. 2761
Interdiction de séjour. — Rapport par M. Delahoutre..... p. 2761
Expropriation pour cause d'utilité publique. — *Modification des dispositions du décret du 8 août 1935.* — Rapport par M. Berger..... p. 2763
Reclassement des anciens agents des services des affaires allemandes et autrichiennes dans les administrations ou les services extérieurs de l'Etat. — Proposition de loi de M. Pierre Koenig..... p. 2764
Réparation du préjudice subi par les agents de l'Etat atteints par la limite d'âge et maintenus en fonctions pendant la durée des hostilités. — Proposition de loi de M. Deixonne..... p. 2765
Congrégations religieuses et régime des cultes. — *Rétablissement de la légalité républicaine.* — Proposition de loi de M. Deixonne..... p. 2765
Conseil général de la Seine. — *Revision des indemnités de fonction des membres.* — Proposition de loi de M. Cordonnier..... p. 2766
Fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones. — *Rétribution des travaux supplémentaires au personnel logé.* — *Application des dispositions de la loi sur le repos hebdomadaire.* — Proposition de résolution de M. Dagain. p. 2766
Revision des indemnités de fonctions des maires et adjoints. — Proposition de loi de M. Cordonnier..... p. 2767
Bonifications accordées aux fonctionnaires et agents du ministère de la défense nationale éloignés de l'administration par suite d'événements de guerre. — Proposition de résolution de M. Pierre Koenig..... p. 2768
Code général des impôts. — *Exonération des droits de mutation par décès.* — Proposition de loi de M. Dorey..... p. 2768
Périodes d'entraînement militaire des réservistes en tenant compte des besoins de l'agriculture. — Rapport par M. Lalle..... p. 2768
Code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française. — *Modification et complément des articles 381, 388, 392 et 393.* — Rapport par M. Laurelli..... p. 2769
Code pénal. — *Application dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo des dispositions des lois des 11 avril 1946 et 22 septembre 1948 sur les entraves à la liberté des enchères.* — Rapport par M. Simine..... p. 2769
Code général des impôts. — *Remise de pénalités en faveur de certains contribuables.* — Proposition de résolution de M. Boisdé..... p. 2770
Réduction de l'indemnité parlementaire. — Proposition de loi de M. Paquet..... p. 2770
Programme de développement du téléphone automatique. — Proposition de résolution de M. Robert Bichet..... p. 2770
Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. — *Modification de l'article 48.* — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 2771
Construction d'habitations à loyer modéré et constitution d'offices publics d'aménagement. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 2771
Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée..... pp. 2773, 2774
Payement des allocations et prestations familiales en tenant compte du lieu d'habitation ou de travail. — Proposition de résolution de M. Fourvel..... p. 2775
Fonctionnement de l'usine à gaz de Martigues. — Proposition de résolution de M. Lucien Lambert..... p. 2775

Payement du personnel de l'usine Salmson de Boulogne. — Avances de crédits. — Proposition de résolution de M. Alfred Costes..... p. 2775

Retraites minières. — Augmentation de 25 p. 100 et reversibilité des deux tiers aux veuves. — Proposition de loi de M. Henri Martel..... p. 2775

Exonération de certaines taxes au profit d'exploitations avicoles, apicoles et de champignonnières. — Proposition de loi de M. Signor..... p. 2776

Payement des pensions de l'Etat. — Modification de l'acte dit loi du 12 juillet 1941. — Proposition de résolution de M. Médecin..... p. 2776

Compte spécial du Trésor pour apporter une aide aux sinistrés de Biarritz. — Proposition de loi de M. Guy Petit. p. 2777

Exploitation en régie d'un gisement pétrolier. — Fin de l'amodiation de la S. A. E. M. de Pechelbronn. — Proposition de loi de M. Rosenblatt..... p. 2777

Création de bureaux d'aide sociale. — Rapport par M. Bouxom. p. 2779

Organisation municipale. — Introduction de la loi du 5 avril 1884, à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion. — Proposition de loi de M. Bissol..... p. 2781

Remboursement des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants. — Introduction des dispositions de l'ordonnance du 18 août 1945 à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion. — Projet de loi..... p. 2782

Police des audiences des mahakmas. — Projet de loi..... p. 2782

Statut de la Mutualité. — Complément à l'ordonnance du 19 octobre 1945. — Projet de loi..... p. 2782

Régime de la vente et nantissement des fonds de commerce. — Proposition de loi de M. Jean Crouzier..... p. 2783

Placement des travailleurs et contrôle de l'emploi. — Modification de l'article 3 de l'ordonnance du 24 mai 1945. — Proposition de loi de M. Triboulet..... p. 2784

Feuille 88.

Placement des travailleurs et contrôle de l'emploi. — Modification de l'article 3 de l'ordonnance du 24 mai 1945. — Proposition de loi de M. Triboulet (*suite*)..... p. 2785

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée ..... p. 2785

Assemblées de groupe dites « grands conseils » en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française. — Modification de l'article 3 de la loi du 29 août 1947. — Proposition de loi de M. Malbrant..... p. 2785

Transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent. — Avis..... p. 2785

Revalorisation des rentes viagères versées par des personnes morales. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 2786

Code général des impôts. — Complément à l'article 168 de l'annexe à en faveur des établissements de bains-douches exploités par des caisses d'épargne. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 2786

Institution d'assemblées territoriales en Afrique occidentale française. — Proposition de loi de M. Diallo Yacine.. p. 2786

Réforme de l'organisation des gouvernements généraux et des grands conseils d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française. — Proposition de résolution de M. Malbrant..... p. 2787

Convention de réciprocité sur les dommages de guerre entre la France et la Belgique. — Proposition de résolution de M. Legendre..... p. 2789

Taxes municipales. — Etablissement et récupération par l'administration fiscale. — Proposition de loi de M. Grousseaud..... p. 2789

Reconnaissance des enfants naturels. — Complément à l'article 335 du code civil. — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud..... p. 2789

Prestations familiales agricoles. — Modification de la loi du 24 mai 1951 — Proposition de loi de M. Delachenal.... p. 2790

Placement des vieillards ou infirmes chez les particuliers. — Proposition de loi de M. Delachenal..... p. 2790

Code de l'enregistrement. — Modification de l'article 140 bis. — Proposition de loi de M. Delachenal..... p. 2791

Cumul de pensions. — Complément à l'article 53 de la loi du 8 août 1950. — Proposition de loi de M. Delachenal. p. 2791

Soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats pendant leur captivité. — Proposition de loi de M. Mouton..... p. 2791

Subvention, pour réparation des dégâts, à accorder à la commune d'Anglet (Basses-Pyrénées). — Proposition de résolution de M. Mora..... p. 2792

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Intérieur). — Rapport par M. Robert Lecourt..... p. 2792

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — II: Services financiers). — Rapport par M. Abel Gaudey ..... p. 2797

Admission de la république populaire de Chine à l'O. N. U. — Proposition de résolution de M. Florimond Bonte..... p. 2798

Reconnaissance par le Gouvernement français de la république populaire de Chine. — Proposition de résolution de M. Billoux..... p. 2799

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie). — Lettre rectificative au projet de loi.. p. 2799

Secours aux victimes des inondations du Rhône et report de l'échéance fiscale. — Proposition de résolution de M. Charles Lussy..... p. 2799

Report de la date de payement des impôts directs. — Proposition de résolution de M. Puclos..... p. 2800

Aide aux victimes des inondations du Vaucluse. — Proposition de loi de M. Lambert..... p. 2800

Aide aux sinistrés de la région d'Ajaccio. — Proposition de résolution de M. Sérafini..... p. 2800

Aide aux victimes des inondations des Bouches-du-Rhône. — Proposition de résolution de M. Mouton..... p. 2801

Aide aux populations de l'Algérois. — Proposition de résolution de M. Fayet..... p. 2801

Etablissement de statistiques sur les stocks de produits laitiers. — Proposition de loi de M. Charpentier.... p. 2801

Régime des pensions de retraite des marins de commerce et pêche. — Modification des lois des 12 avril 1941 et 22 septembre 1948. — Proposition de loi de M. Hutin-Desgrées ..... p. 2803

Pouvoir législatif. — Revision de divers articles de la Constitution. — Proposition de résolution de M. Jacques Bardoux ..... p. 2803

Pouvoir exécutif. — Revision de divers articles de la Constitution. — Proposition de résolution de M. Jacques Bardoux ..... p. 2804

Inéligibilités aux élections législatives, cantonales et municipales. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 2805

Ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale). — Projet de loi..... p. 2806

Ratification du traité de paix avec le Japon. — Projet de loi ..... p. 2806

Militaires dégagés des cadres. — Modalités d'application de l'article 11 de la loi du 5 avril 1946. — Rapport de M. Michelet..... p. 2813

Déblocage d'avoirs déposés en banque allemande par des Français déportés du camp de Schirmeck. — Proposition de résolution de M. Wolff..... p. 2814

Taux exceptionnel des pensions de veuves de guerre âgées de plus de soixante ans. — Proposition de loi de Mme Gabriel-Péri ..... p. 2814

Sécurité sociale — Bénéfice de la loi du 23 septembre 1948 pour les élèves infirmières, sages-femmes et assistantes sociales. — Proposition de loi de Mme Rabaté.. p. 2814

Colis à tous les soldats de l'armée française pour Noël et le jour de l'an. — Proposition de loi de M. Raymond Guyot ..... p. 2815

Permission spéciale à tous les militaires français pour Noël et le jour de l'an. — Proposition de loi de M. Raymond Guyot ..... p. 2815

Traitement des infirmières diplômées de l'Etat. — Majoration d'indices. — Proposition de loi de Mme Rabaté.... p. 2815

Augmentation de la retraite du combattant par l'affectation des bénéfices de la loterie nationale. — Proposition de résolution de M. Mouton..... p. 2815

Remise de l'Hôtel national des Invalides au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre. — Proposition de résolution de M. Dufour..... p. 2816

Indemnités de congés payés aux travailleurs malades. — Proposition de loi de M. Meck..... p. 2816

Extension des accords de salaires. — Proposition de loi de M. Meck..... p. 2816

Feuille 89.

Extension des accords de salaires. — Proposition de loi de M. Meck (*suite*) ..... p. 2817

Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain. — Recherche du but de cette association. — Proposition de résolution de M. Daniel Mayer..... p. 2817

Payement des impôts. — Suspension des pénalités pour retard. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais. p. 2818

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie). — Avis ..... p. 2819

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Imprimerie nationale). — Rapport par M. Raymond Boisdé ..... p. 2819

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Santé publique et population). — Rapport par M. Marcel David ..... p. 2820

Formation d'assemblées locales, territoriales, représentatives et de groupe dans certains territoires d'outre-mer. — Rapport par Senghor..... p. 2823
Annexe au rapport par M. senghor..... p. 2826

Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — *Composition et formation.* — Rapport par M. Laforest.. p. 2827
Annexe au rapport par M. Laforest..... p. 2828

Payement des impôts. — *Report de la date limite.* — Proposition de résolution de M. Klock..... p. 2828

Contrats de location d'objets mobiliers. — *Application du régime fiscal des actes de commerce.* — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret..... p. 2829

Aide aux victimes des tornades dans le département de la Corse. — Proposition de résolution de M. Giovoni..... p. 2829

Aide aux victimes des inondations dans le Gard. — Proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute..... p. 2829

Code d'instruction criminelle. — *Intégration de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur la perception d'amendes de composition.* — Rapport par M. Defos du Rau..... p. 2830

Contrats dits « de capital différé à prime unique ». — *Interprétation de la loi du 2 août 1949.* — Proposition de loi de M. Médecin..... p. 2830

Application d'un indice de correction aux pensions des fonctionnaires et militaires retraités résidant dans la zone C. F. A. — Rapport par M. Duveau..... p. 2830

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, transports et tourisme). — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 2831

Redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer. — *Modification du taux.* — Rapport par M. Mondon..... p. 2832

Instance d'appel pour les sanctions d'épuration dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. — Rapport par M. Fonlupt-Espéraber..... p. 2833

Fonctionnaires. — *Intégration dans les cadres des rédacteurs auxiliaires et temporaires des administrations centrales et de la préfecture de police.* — Rapport supplémentaire par M. Yves Fagon..... p. 2837

Sécurité sociale et mutualité sociale agricole en Algérie. — *Mesures de contrôle, règles des contentieux et pénalités.* — Rapport par M. Rabier..... p. 2837

Sécurité sociale en Algérie. — *Amélioration du régime.* — Rapport par M. Rabier..... p. 2841

Revendications des magistrats concernant la hiérarchie judiciaire et le versement d'une indemnité de fonction. — Rapport par M. Minjoz..... p. 2842

Pharmacie d'officine. — *Reconnaissance de sa coopération et organisation de son statut.* — Rapport par M. Edouard Charret ..... p. 2842

Aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes. — *Modification de la loi du 2 août 1949.* — Rapport par M. Cordonnier..... p. 2843

Code civil. — *Complément à l'article 1589.* — Rapport par M. Grousseaud..... p. 2846

Institution d'un office national des engrais, amendements et pesticides. — Proposition de loi de M. Baurens..... p. 2847

Feuille 90.

Institution d'un office national des engrais, amendements et pesticides. — Proposition de loi de M. Baurens (*suite*).... p. 2849

Constitution d'un office national interprofessionnel du machinisme agricole. — Proposition de loi de M. Baurens.... p. 2849

Recrutement de l'armée. — *Etudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire.* — *Modification de l'article 37 de la loi du 31 mars 1928.* — Rapport par M. Maurice Fredet ..... p. 2850

Relèvement du plafond pour la passation des marchés par les communes. — Rapport par M. Guthmuller..... p. 2851

Organisation de la recherche agronomique. — *Création d'un institut national de la recherche agronomique.* — Proposition de loi de M. Tanguy Prigent..... p. 2851

Augmentations de loyers. — *Complément à la réglementation relative à la perception de l'allocation compensatrice.* — Proposition de résolution de M. Arbellier..... p. 2854

Déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saïda et Tizi-Ouzou (Algérie). — Projet de loi..... p. 2854

Déclassement de la place de Collo (Algérie). — Projet de loi ..... p. 2855

Déclassement du fort des Rousses (Jura) et des batteries de l'Orbe. — Projet de loi..... p. 2855

Code d'instruction criminelle et code pénal. — *Modification de divers articles.* — Projet de loi..... p. 2855

Budget local du Togo et budget annexe du chemin de fer et du wharf (exercice 1947). — *Approbation des comptes définitifs.* — Projet de loi..... p. 2856

Modification de l'article 153 de la loi de finances du 31 décembre 1938. — Projet de loi..... p. 2856

Code pénal. — *Application à Saint-Pierre et Miquelon des modifications apportées par les textes en vigueur dans la métropole.* — Projet de loi..... p. 2856

Budget local de Madagascar et budget annexe des chemins de fer (exercice 1945). — *Approbation du compte définitif.* — Projet de loi..... p. 2857

Budget général de l'Afrique occidentale française (exercice 1948). — *Approbation du compte définitif.* — Projet de loi ..... p. 2858

Suppression de la cour de justice de l'Indochine. — *Modification de la loi n° 50-248 du 1er mars 1950.* — Projet de loi ..... p. 2858

Aménagement du fonds de péréquation de la taxe locale sur les cuirs. — Proposition de loi de M. Radius..... p. 2858

Sécurité sociale et hygiène des ouvriers mineurs et similaires. — *Extension des pouvoirs des délégués.* — Rapport par M. André Mancey..... p. 2859

Statut du mineur. — *Application de l'article 12.* — Rapport par M. André Mancey..... p. 2859

Inondations survenues dans la région d'Avignon. — *Indemnisation des victimes.* — Proposition de loi de M. Daladier ..... p. 2860

Réquisition immédiate de l'usine Salmson. — Proposition de résolution de M. Gazier..... p. 2860

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée ..... p. 2861

Aménagement de lotissements défectueux. — Avis..... p. 2861

Limites de cumul d'un traitement et d'une pension. — Proposition de loi de M. Blachette..... p. 2861

Rémunération des apprentis. — *Exonération de l'impôt de 5 p. 100 (décret du 9 décembre 1948).* — Proposition de loi de M. Bouxom..... p. 2862

Salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des constructions aériennes des ponts et chaussées. — Proposition de loi de M. Penoy..... p. 2862

Sécurité sociale. — *Bénéfice des dispositions de la législation à certaines catégories de pensionnés de guerre.* — Proposition de loi de M. Hénault..... p. 2862

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires économiques). — Rapport par M. Gilles Gozard..... p. 2863

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Anciens combattants et victimes de la guerre). — Rapport par M. Darou..... p. 2863

Usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte. — *Bénéfice à leur successeur du maintien dans les lieux.* — Proposition de loi de M. Bernard Lafay..... p. 2871

Code général des impôts. — *Complément au paragraphe 2 de l'article 1575.* — Proposition de loi de M. Gosset. p. 2872

Personnel de l'usine Salmson de Boulogne. — *Avances de crédits nécessaires au payement de ce personnel.* — *Réquisition immédiate de l'usine Salmson.* — Rapport par M. Bouxom..... p. 2872

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères). — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 2872

Caisses d'épargne. — *Procédure de codification des textes législatifs.* — Projet de loi..... p. 2873

Répression des débarquements irréguliers et clandestins d'étrangers. — Projet de loi..... p. 2873

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture). — Lettre rectificative au projet de loi. p. 2874

Code général des impôts. — *Bénéfices des artisans et assimilés.* — *Complément à l'article 184.* — Proposition de loi de M. Bouxom..... p. 2874

Succession en ligne directe et entre époux. — *Allégement des droits de mutation.* — Proposition de loi de M. Léon Noël ..... p. 2875

Admission de certains gendarmes à se présenter à l'examen du stage préparatoire de l'école des officiers de la gendarmerie nationale. — Proposition de résolution de M. André Monteil..... p. 2876

Code général des impôts. — *Exonération de certaines rentes viagères.* — Proposition de loi de M. Bernard Lafay.. p. 2876

Création d'une caisse nationale des arts. — Proposition de loi de M. Deixonne..... p. 2878

Etablissement d'un statut des cantines scolaires. — Proposition de loi de Mme Lempereur..... p. 2878

Enfants non soumis à l'obligation scolaire. — Réglementation des établissements privés recevant ces enfants. — Proposition de loi de Mme Lempereur..... p. 2879

Code du travail. — Modification de la législation sur les conseils de prud'hommes. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 2880

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances: II. — Services financiers). — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 2880

Feuille 91.

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — II: Services financiers). — Lettre rectificative au projet de loi (*suite*)..... p. 2881

Rapport supplémentaire par M. Abel Gardey..... p. 2909

Code d'instruction criminelle. — Complément à l'article 598. — Projet de loi..... p. 2881

Code d'instruction criminelle. — Modification de l'article 11. — Projet de loi..... p. 2881

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée ..... p. 2881

Sécurité routière. — Réglementation du travail des conducteurs de poids lourds. — Proposition de résolution de M. Minjoz ..... p. 2881

Création d'une caisse autonome des constructions scolaires. — Proposition de loi de M. Deixonne..... p. 2882

Création et suppression de postes de magistrats. — Projet de loi ..... p. 2883

Abrogation de l'article 3 de la loi du 5 juin 1875 sur le régime des prisons. — Projet de loi..... p. 2883

Code d'instruction criminelle. — Complément au livre II, titre III, chapitre IV. — Projet de loi..... p. 2884

Répression contre l'abandon d'enfants. — Projet de loi..... p. 2884

Revision des codes de justice militaire. — Modification des dispositions des lois des 9 mars 1928 et 13 janvier 1938. Projet de loi..... p. 2885

Boissons alcooliques dans certains territoires d'outre-mer. — Fabrication, importation, vente et consommation. — Projet de loi ..... p. 2886

Boissons alcooliques dans certains territoires d'outre-mer. — Contingentement des importations. — Projet de loi .... p. 2889

Ratification d'un échange de lettres entre les présidents des délégations française et italienne, intervenu le 25 mai 1951. — Projet de loi ..... p. 2890

Commerce sur la voie publique. — Répression de la vente illicite et réglementation de ce commerce. — Projet de loi ..... p. 2890

Rapport annuel de la cour des comptes. — Modification des dispositions d'établissement et de dépôt de ce rapport. — Proposition de loi de M. Paul Reynaud ..... p. 2891

Réforme du régime administratif de Paris et du département de la Seine. — Proposition de loi de M. Henri Ulver .. p. 2891

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie). — Rapport par M. Jules Julien ..... p. 2898

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture). — Rapport supplémentaire par M. Abelin ..... p. 2899

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, transports et tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale). — Rapport par M. Jean-Moreau ..... p. 2899

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères. — I. — Services des affaires étrangères). — Rapport supplémentaire par M. Corniglion-Molinier .... p. 2899

Titularisation des assistantes sociales. — Proposition de loi de Mme Rabaté ..... p. 2899

Création d'établissements hospitaliers à Marseille. — Proposition de loi de M. Cristofol ..... p. 2900

Chemin de fer et port de la Réunion. — Maintien de l'organisme autonome. — Proposition de loi de M. Vergès.. p. 2901

Régime des retraites. — Complément à la loi du 20 septembre 1948. — Proposition de loi de M. Delbez ..... p. 2902

Contingents de vins marocains admissibles en franchise. — Non-reconduction de l'arrêté du 13 septembre 1948. — Proposition de résolution de M. Delbez ..... p. 2902

Etablissement d'un statut nouveau de la haute cour de justice. — Abrogation de la loi du 27 octobre 1946. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux ..... p. 2902

Réemploi des enseignants anciens malades. — Proposition de loi de M. Tourtaud ..... p. 2905

Aide aux victimes du cyclone dans le département de la Mayenne. — Proposition de résolution de M. Boutier-O'Cottereau ..... p. 2906

Pensions. — Revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie. — Proposition de loi de M. Courrière .... p. 2906

Baccalauréat de l'enseignement du second degré. — Organisation d'une session supplémentaire. — Proposition de résolution de M. Médecin ..... p. 2907

Aide aux victimes des inondations dans le département de Saône-et-Loire. — Proposition de résolution de M. Moynet ..... p. 2907

Vente, exposition et importation d'accessoires paramédicaux. — Modification de la loi du 6 avril 1910, modifiée. — Proposition de loi de M. Billiemaz..... p. 2907

Taxes sur les produits pétroliers. — Modifications et complément de certains décrets et lois. — Rapport par M. Jean-Paul Palewski..... p. 2908

Indemnités de chômage en cas d'intempéries dans les entreprises de bâtiment et de travaux publics. — Rapport par M. Besset . ..... p. 2909

Elections prud'homales. — Abaissement de l'âge requis. — Rapport par M. Alfred Costes..... p. 2910

Congés payés. — Bénéfice du régime général à accorder aux jeunes travailleurs à domicile. — Rapport par M. Bouxom. p. 2911

Salaires. — Suppression du reçu pour solde de tout compte — Rapport par M. Patinaud..... p. 2911

Conventions collectives du travail. — Organisations habilitées à la discussion des conventions. — Rapport par Mme Francine Lefèbvre..... p. 2912

Cotisation patronale d'assurances sociales afférente aux traitements alloués aux instituteurs secrétaires de mairie. — Proposition de résolution de M. Mondon..... p. 2912

Feuille 92.

Cotisation patronale d'assurances sociale afférente aux traitements alloués aux instituteurs secrétaires de mairie. — Proposition de résolution de M. Mondon (*suite*)..... p. 2913

Fonctionnaires, ouvriers de l'Etat et personnel de la régie autonome des transports parisiens. — Attribution d'une indemnité, par suite de cécité, dite de tierce personne. — Proposition de loi de Mme Rose Guérin..... p. 2913

Attribution aux mutilés de guerre résidant en province des réductions de tarifs sur la régie autonome des transports parisiens. — Proposition de loi de M. Mouton..... p. 2913

Bénéfice, aux aveugles civils de nationalité étrangère résidant dans le département de la Seine, des avantages sur les réseaux de la régie autonome des transports parisiens. — Proposition de loi de Mme Rose Guérin..... p. 2913

Droits du permis de pêche. — Exonération totale pour les grands invalides de guerre. — Proposition de loi de M. Mouton ..... p. 2913

Loi Grammont. — Modification et complément. — Proposition de loi de M. Louis Rollin..... p. 2914

Comptes spéciaux du Trésor. — Projet de loi..... p. 2914

Accidents du travail et maladies professionnelles. — Bénéfices à accorder à certaines catégories de mineurs. — Rapport par M. Besset..... p. 2932

Ratification du traité de paix avec le Japon. — Rapport par M. Maurice Faure..... p. 2933

Convention de réciprocité des dommages de guerre entre la France et la Belgique. — Rapport par M. Guislain..... p. 2936

Suppléance électrique des receveurs-distributeurs. — Abrogation de l'arrêté du 24 mars 1943. — Proposition de résolution de M. Paul Aubry..... p. 2937

Création à Marseille d'une école de rééducation professionnelle. — Rapport par Mme Nedelec..... p. 2937

Prévention et réparation des accidents du travail. — Réparations dues aux victimes de la silicose. — Rapport par M. Besset ..... p. 2938

Permis de transport gratuit aux parents des militaires morts pour la patrie se rendant au lieu de l'inhumation. — Complément à la loi du 29 octobre 1921. — Proposition de loi de M. Dorey..... p. 2939

Aide aux victimes des inondations du Rhône. — Proposition de résolution de M. Charles Lussy..... p. 2939

Aide aux victimes des inondations du département de la Loire. — Proposition de résolution de M. Patinaud..... p. 2940

Aide aux victimes des inondations de Saône-et-Loire. — Proposition de résolution de M. Waldeck-Rochet..... p. 2940

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, transports et tourisme). — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 2940

Fonctionnaires. — Classement dans la catégorie B des fonctionnaires effectuant annuellement un minimum de 1.000 heures de service de nuit. — Proposition de loi de M. Dagain..... p. 2941

Autorisation d'inhumation dans les caveaux de famille situés dans les cimetières désaffectés. — Rapport par M. Schaff p. 2942

Adjonction des contribuables plus imposés pour certaines délibérations du conseil municipal. — Abrogation de la loi municipale d'Alsace et de Lorraine. — Rapport par M. Schaff..... p. 2942

Nomination de femmes en qualité de maire et maire adjoint dans les mairies de Paris. — Rapport par M. Quinson.. p. 2942

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Justice). — Rapport par M. Jules Ramarony..... p. 2943

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics). — Rapport par M. Jean-Moreau..... p. 2944

Feuille 83.

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics). — Rapport par M. Jean-Moreau (*suite*)..... p. 2945

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Marine marchande). — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 2948

Rapport supplémentaire par M. Antoine Mazier..... p. 2951

Emplois obligatoires. — Modification du décret-loi sur les redevances dues par les employeurs. — Proposition de loi de M. Tourné..... p. 2949

Législation fiscale. — Exclusion de l'imposition des traitements et salaires à la taxe proportionnelle. — Proposition de loi de M. Gabelle..... p. 2949

Veuves de guerre. — Cumul de l'allocation temporaire aux vieux avec leur pension. — Proposition de loi de M. Hénault..... p. 2949

Protection des forêts contre l'incendie dans le Var. — Proposition de loi de M. Soldani..... p. 2950

Cotisation au fonds de la formation professionnelle de l'automobile. — Proposition de loi de M. Radius..... p. 2950

Francisation des noms patronymiques et des prénoms des étrangers. — Proposition de loi..... p. 2951

Code des pensions militaires d'invalidité. — Modification du premier alinéa de l'article 68. — Proposition de loi de M. Mouton..... p. 2951

Cultures de tabac. — Elargissement de la garantie contre les avaries. — Proposition de loi de M. Delachenal..... p. 2951

Caisse de prévoyance des inscrits maritimes. — Allocation spéciale pour tierce personne aux grands mutilés. — Rapport par M. Cermolacce..... p. 2952

Associations symphoniques françaises. — Préservation de leurs vie et prestige. — Proposition de résolution de Mme Lempereur..... p. 2952

Sécurité sociale. — Modification de l'article 6 de la loi du 1er septembre 1951 sur le versement des cotisations par les employeurs et travailleurs indépendants. — Proposition de loi de M. Bokanowski..... p. 2952

Code général des impôts directs. — Exemption temporaire de la taxe proportionnelle sur les revenus fonciers. — Proposition de loi de M. Boscary-Monsservin..... p. 2953

Aide aux sinistrés des inondations dans le Vaucluse. — Proposition de loi de M. Lucien Lambert..... p. 2953

Aide aux victimes des récentes inondations. — Proposition de résolution de M. Couston..... p. 2953

Aide aux sinistrés du Rhône, de la Drôme et du Vaucluse. — Proposition de résolution de M. Soustelle..... p. 2953

Aide aux sinistrés des Bouches-du-Rhône et du Gard. — Proposition de résolution de M. Bergasse..... p. 2954

Retraite des fonctionnaires. — Fixation de la limite d'âge. — Rapport par M. Borra..... p. 2955

Attribution de bourses aux enfants des écoles du premier degré. — Proposition de loi de M. Marcel Naegelen.... p. 2956

Retraite anticipée pour les invalides de guerre — Proposition de loi de M. Guislain..... p. 2957

Allocation de salaire unique aux femmes divorcées, mères de famille et non salariées. — Proposition de loi de M. Wagner..... p. 2957

Retraite anticipée des fonctionnaires. — Bénéfice des dispositions législatives sur le dégagement des cadres. — Proposition de résolution de M. Mouton..... p. 2957

Amélioration de la nourriture des soldats vivant à l'ordinaire. — Augmentation de la prime journalière. — Proposition de résolution de M. Robert Manceau..... p. 2958

Prestations familiales pour les Algériens travaillant en France. — Proposition de loi de M. Rabier..... p. 2958

Pensions militaires d'invalidité. — Rétablissement de l'article 1er de la loi du 31 mars 1919. — Proposition de résolution de M. Lianley..... p. 2959

Complément au nombre des avoués dans les tribunaux. — Proposition de loi de M. Maurice Grimaud..... p. 2959

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Intérieur). — Avis..... p. 2960

Lettre rectificative au projet de loi..... p. 2964

Rapport supplémentaire par M. Lecourt..... p. 2967

Aide aux victimes des inondations du Rhône et de la Durance. — Proposition de résolution de M. Martinaud-Déplat..... p. 2960

Allocations familiales agricoles. — Exonération de certains redevables. — Proposition de loi de M. Viatle..... p. 2960

Repos hebdomadaire de deux jours dans le commerce de détail non alimentaire. — Prorogation des dispositions législatives. — Proposition de résolution de Mme Estachy..... p. 2961

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée..... p. 2963

Gendarmerie nationale et garde républicaine. — Revalorisation des prestations au personnel non officier en matière d'habillement et d'équipement. — Proposition de résolution de M. Jean Cayeux..... p. 2963

Redevance minière pour le minerai de fer. — Modification du taux et de l'assiette de cette taxe. — Proposition de loi de M. Pierre Olivier..... p. 2963

Cumul de la profession de pharmacien avec celle de médecin, sage-femme et chirurgien dentiste. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay..... p. 2963

Gérants d'agences postales. — Reconnaissance de la qualité d'auxiliaire. — Proposition de loi de M. Barthélemy.... p. 2964

Aide aux victimes des inondations dans la Drôme. — Proposition de résolution de M. Dufour..... p. 2964

Proposition de résolution de M. Marcel Cartier..... p. 2965

Indemnisation des pertes de biens subies par les déportés, internés et leurs ayants cause. — Proposition de loi de Mme Rose Guérin..... p. 2964

Artisanat. — Procédure de codification des textes législatifs. Projet de loi..... p. 2965

Aide aux habitants sinistrés de Montceau-les-Mines. — Proposition de résolution de M. Pierre-Fernand Mazuez..... p. 2966

Calamités agricoles. — Proposition de loi de M. Laborde .... p. 2966

Rétablissement des droits syndicaux en agriculture. — Délai supplémentaire pour l'agrément des coopératives agricoles. — Proposition de loi de M. Laborde ..... p. 2966

Statut des déportés et internés de la Résistance. — Extension du bénéfice des dispositions législatives aux internés et déportés de la guerre 1914-1918. — Proposition de loi de M. Guislain..... p. 2967

Pensions de retraites. — Modification de la loi du 20 septembre 1948. — Proposition de loi de M. Emmanuel Very..... p. 2968

Proposition de loi de M. Symphor..... p. 2968

Chambres des métiers. — Statut obligatoire du personnel. — Proposition de loi de M. Meric..... p. 2968

Secours aux établissements français dans l'Inde. — Rapport par M. Buriot..... p. 2969

Centenaire de la médaille militaire. Commémoration. — Proposition de loi de M. Benault..... p. 2969

Anniversaire de la capitulation allemande. — Erection du 8 mai 1945 en jour de fête nationale. — Proposition de résolution de M. Soustelle..... p. 2969

Fixation de l'heure de reprise du travail de l'après-midi de chaque vendredi pour les travailleurs musulmans d'Afrique occidentale française. — Proposition de loi de M. Abbas..... p. 2970

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (France d'outre-mer). — Avis..... p. 2970

Code civil. — Modification des articles 859 et 860. — Proposition de loi..... p. 2971

Plafond des cotisations de sécurité sociale. — Liaison avec le niveau des salaires — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay..... p. 2971

Modernisation et équipement aux entreprises privées. — Assouplissement des conditions d'octroi de crédits. — Proposition de résolution de M. Wolf..... p. 2974

Code de procédure civile. — Durée de conservation par les greffiers des dossiers. — Rapport par M. Maurice Grimaud..... p. 2975

Annonces judiciaires légales. — Modification de la loi du 23 décembre 1941. — Rapport par M. Maurice Grimaud. p. 2975

Code du vin. .. Complément et modification. — Rapport par M. Delbez..... p. 2975

Rapports entre propriétaires et locataires en cas de vente d'immeuble ou d'appartement. — Institution d'un droit de préemption. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux. p. 2976

SOMMAIRE DES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

publiés du 25 au 31 août 1952.

Feuille 5.

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer. — Rapport par M. Antonini (suite)..... p. 129

Développement de l'hydraulique dans le Sud algérien. — Répartition équitable de l'eau. — Rapport par M. Le Brun Keris ..... p. 129

Immigration outre-mer. — Elaboration d'un plan d'ensemble. — Proposition de M. Paul Catrice..... p. 131

Augmentation des autorisations de programme du plan de développement social et économique des territoires d'outre-mer. — Rapport par M. Alfred Jacobson..... p. 132

Création d'un secrétariat d'Etat aux nouveaux départements d'outre-mer. — Rapport par M. Roulleaux-Dugage.... p. 133

Représentation au Conseil économique des départements d'outre-mer. — Rapport par M. Th. Themia..... p. 134

Prochains recensements de populations dans les pays d'outre-mer. — Dispositions d'exécution. — Rapport par M. Paul Catrice ..... p. 135

Etablissement de la liste des collectivités autochtones des territoires d'outre-mer. — Proposition de M. Jousselin p. 144

Déserts et zones arides. — Collaboration aux travaux entrepris sous l'égide de l'U. N. E. S. C. O. — Rapport par M. Paul Catrice ..... p. 145

Avis par M. Serot..... p. 151

Rédaction des manuels scolaires dans le sens authentique de l'Union française. — Rapport supplémentaire par M. Paul Catrice ..... p. 146

Energie thermique des mers. — Réalisation d'une première installation. — Rapport par M. Schmitt..... p. 155

Création et organisation de l'orientation professionnelle dans les territoires de l'Union française. — Rapport par M. Paul Catrice..... p. 156

Feuille 6.

Création et organisation de l'orientation professionnelle dans les territoires de l'Union française — Rapport par M. Paul Catrice (*suite*)..... p. 161

Revision constitutionnelle. — Dispositions intéressant l'Union française. — Rapport par M. Georges Boussenot..... p. 161

Règlement définitif des comptes annexes de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1949. — Rapport par M. Cazelles..... p. 163

Aide aux aveugles civils. — Extension à tous les territoires d'outre-mer des dispositions de la loi du 2 août 1949. — Rapport par M. Joseph Begarra..... p. 164

Aveugles et grands infirmes civils. — Extension de la législation métropolitaine — Protection sociale des aveugles en Algérie. — Rapport par M. Joseph Begarra..... p. 166

Fonctionnaires et agents des services publics d'Indochine. — Mesures susceptibles de régler leur sort. — Rapport par M. Motais..... p. 168

Coopératives de production. — Participation des autochtones au capital des entreprises exerçant leur activité outre-mer. — Rapport par M. Paul Tétau..... p. 170

Développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et Etats associés). — Rapport par M. Themia..... p. 171

Autorisation du regroupement des titres des emprunts émis par les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer. — Rapport par M. Do Huu Thinh..... p. 173

Problème de la sécurité sociale dans le Pacifique. — Proposition de M. Gaignard..... p. 174

Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Etats associés). — Demande d'avis..... p. 174

Rapport par M. Do Huu Thinh..... p. 176

Ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950. — Demande d'avis..... p. 174

Développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer). — Avis par M. Laforest..... p. 174

Valeur représentative aux communautés autochtones traditionnelles pour le développement de la législation sociale. — Proposition de résolution de M. Paul Catrice. p. 175

Institution de budgets de cercles dans les territoires d'outre-mer. — Proposition de M. Cortinchi ..... p. 178

Industrialisation de la production du karité au Soudan. — Inscription au programme F. I. D. E. S. d'un crédit. — Proposition de M. Cortinchi..... p. 178

Installation d'énergie thermique des mers. — Réalisation d'une première installation. — Avis par M. Reverbori. p. 180

Services de santé des territoires d'outre-mer. — Organisation d'ateliers de réparations, création du centre d'apprentissage. — Inscription de crédits au budget du F. I. D. E. S. — Rapport par M. Momo Touré..... p. 180

Action sociale en faveur des Nord-Africains en France. — Proposition de M. Borrey..... p. 182

Condamnation solennelle d'un acte criminel. — Position officielle du Gouvernement contre toute politique de représailles. — Proposition de M. Alain Savary..... p. 182

Evénements survenus à Porto-Novo en avril 1951. — Sanctions contre les responsables. — Proposition de M. Paul Hazoumé ..... p. 182

Protection de la santé publique en Afrique occidentale française. — Modification des dispositions du décret du 14 avril 1904. — Rapport par M. Francis Borrey..... p. 182

Avis par M. Alfred Bour..... p. 182

Attributions du service des affaires sociales d'outre-mer. — Demande d'avis..... p. 183

Demande d'avis (rectifié)..... p. 184

Inéligibilité des conseillers de l'Union française par suite de missions officielles. — Proposition de résolution de M. Max André..... p. 185

Rapport par M. Cazelles..... p. 185

Conseils des prud'hommes. — Extension à l'Algérie du droit de représentation syndicale. — Proposition de résolution de M. Paul Catrice..... p. 185

Augmentation de la part revenant à l'Algérie dans la représentation métropolitaine au Conseil économique. — Proposition de M. Scelles..... p. 186

Création d'un conservatoire d'expression arabe. — Proposition de M. Scelles..... p. 186

Fermeture des maisons de tolérance en Algérie. — Développement du dépistage et traitement des malades vénériens contagieux. — Proposition de M. Paul Catrice... p. 187

Hydraulique pastorale de la Haute-Volta. — Inscription d'un crédit au programme du F. I. D. E. S. — Rapport par M. Schock..... p. 187

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée..... p. 188

Protestation contre les pratiques auxquelles ont donné lieu les élections du 17 juin dans les pays d'outre-mer. — Proposition de résolution de M. Barbe..... p. 188

Formalités de publicité des sociétés. — Application des articles 1er et 2 du décret-loi du 30 octobre 1935. — Demande d'avis ..... p. 188

Publicité des protêts. — *Règlement d'administration publique.* — Demande d'avis..... p. 188

Arrondissement au franc inférieur des recettes et dépenses publiques — en francs métropolitains — en francs locaux. — Demande d'avis..... p. 189

Réglementation des loyers des locaux d'habitation à Madagascar et dépendances. — Demande d'avis..... p. 190

Création des centres d'études du travail et d'application psychotechniques et de centres de formation professionnelle rapide. — Demande d'avis..... p. 191

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

Fonds de concours.

Par arrêté en date du 30 août 1952, un crédit de 3 millions de francs a été ouvert, à titre de fonds de concours, sur le chapitre ci-après du budget de fonctionnement du groupement des contrôles radioélectriques pour l'exercice 1952.

Chap. 1000. — Rémunérations principales, 3 millions de francs.

Par arrêté en date du 30 août 1952, un crédit de 7.296.204 F, ouvert à titre de fonds de concours sur le budget d'équipement du groupement des contrôles radioélectriques pour l'exercice 1951, a été annulé et reporté sur les chapitres ci-après du budget de l'exercice 1952:

Chap. 9050. — Acquisition de terrains et d'immeubles.	204 F.
Chap. 9060. — Travaux neufs.....	4.796.000
Chap. 9070. — Achat de matériel technique.....	2.500.000

Commission mixte de protection des réceptions de radiodiffusion et de télévision.

Par arrêté en date du 26 août 1952, M. Michel Martin, chef de service à la chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, a été nommé membre suppléant de la commission mixte de protection des réceptions de radiodiffusion et de télévision, en qualité de représentant des constructeurs automobiles.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret n° 52-1002 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois à la grande chancellerie de la Légion d'honneur.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat;

Vu le décret n° 50-1211 du 29 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 avril 1950 susvisée,

Décrète:

Art. 1er. — Sont supprimés, dans les maisons d'éducation de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, les emplois ci-après:

Quatre-vingt-dix auxiliaires de service;
Vingt agents de service du cadre complémentaire;
Trois contremaîtres auxiliaires;
Neuf ouvriers auxiliaires.

Art. 2. — Sont créés, dans les maisons d'éducation de la grande chancellerie de la Légion d'honneur, les emplois permanents ci-après:

Cent dix aides;
Un contremaître;
Un chef d'équipe;
Trois ouvriers professionnels de première catégorie;
Sept ouvriers professionnels de deuxième catégorie.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le garde des sceaux, ministre de la justice, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1er janvier 1951.

Fait à Paris, le 30 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
GUY PETIT.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Administration centrale et services extérieurs.

Par arrêté du 1er juillet 1952, M. Charvet (Jean-Félix), secrétaire des affaires étrangères de 1re classe, 1er échelon, a été chargé des fonctions de consul adjoint au consulat général de France à New-York.

Par arrêtés du 3 juillet 1952:

M. Wapler (Arnauld), conseiller des affaires étrangères de 2e classe, 1er échelon, a été chargé, à compter du 1er juillet 1952, des fonctions de conseiller d'ambassade de 1re classe à l'ambassade de France à Ankara.

M. Haget (Eugène), chancelier de 3e classe, 1er échelon, a été chargé des fonctions de vice-consul archiviste à l'ambassade de France à Athènes.

Par arrêtés du 4 juillet 1952:

M. Baraduc (Pierre), conseiller des affaires étrangères de 1re classe, 1er échelon, a été réintégré dans les cadres du département à compter du 1er juillet 1952.

L'honorariat du grade de ministre plénipotentiaire de 2e classe a été conféré à M. Dumesnil de Maricourt (Jacques), administrateur de classe exceptionnelle à la retraite.

Par arrêté du 9 juillet 1952, M. Agai (Albert), chancelier adjoint, 3e échelon, a été chargé des fonctions de vice-consul chef de chancellerie à la légation de France à Sofia.

Par arrêtés du 10 juillet 1952:

M. Monmayou (Roger), conseiller des affaires étrangères de 2e classe, 1er échelon, a été nommé en mission à l'administration centrale.

M. Le Monnyer de La Rocque (Jacques), secrétaire des affaires étrangères de 3e classe, 3e échelon, a été nommé en mission à l'administration centrale.

M. Millet (René), secrétaire des affaires étrangères de 1re classe, 1er échelon, a été chargé des fonctions de conseiller d'ambassade de 2e classe à la légation de France à Manille.

M. Vaurs (Roger), secrétaire des affaires étrangères de 3e classe, 3e échelon, a été chargé des fonctions de secrétaire d'ambassade de 2e classe à l'ambassade de France à Washington.

Par arrêtés du 16 juillet 1952:

M. Peyrefitte (Roger), secrétaire des affaires étrangères de 3e classe, 3e échelon, a été réintégré dans les cadres et nommé en mission à l'administration centrale à compter du 16 juillet 1952.

M. Andreani (Achille), réintégré dans les cadres et reclassé en qualité de secrétaire des affaires étrangères de 3e classe, 3e échelon, a été chargé, à compter du 14 juin 1952, des fonctions de vice-consul chef de chancellerie au consulat général de France à Salonique.

M. Argod (Hubert), secrétaire des affaires étrangères de 1re classe, 1er échelon, a été réintégré dans les cadres et nommé en mission à l'administration centrale à compter du 1er juillet 1952.

Par arrêté du 17 juillet 1952, M. Dupuy (Jacques), secrétaire des affaires étrangères de 2e classe, 1er échelon, a été chargé, à compter du 1er août 1952, des fonctions de consul adjoint à l'ambassade de France à Washington.

Par arrêté du 22 juillet 1952, M. Bonnave (Maurice), secrétaire des affaires étrangères de 2e classe, 2e échelon, a été nommé en mission à l'administration centrale.

Par arrêté du 24 juillet 1952, M. Fourier-Ruelle (René), secrétaire des affaires étrangères de 1re classe, 1er échelon, a été chargé des fonctions de secrétaire d'ambassade de 1re classe à l'ambassade de France à Rome.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret n° 52-1003 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois dans les services des préfectures.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, et notamment son article 1er;

Vu le décret n° 50-1211 du 29 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 avril 1950 susvisée,

Décrète :

Art. 1er. — Sont supprimés, dans les services des préfectures, les emplois ci-après :

Deux mille huit cent soixante-treize agents de bureau du cadre complémentaire ;
Sept mille un auxiliaires de bureau ;
Cinq cent quatre-vingt-seize employés de bureau sur contrat ;
Cinq cent quatre-vingt-treize auxiliaires de service ;
Deux cent un agents de service du cadre complémentaire.

Art. 2. — Sont créés, dans les services des préfectures, les emplois permanents ci-après :

Quatre cent dix-neuf secrétaires administratifs de préfecture ;
Quatre mille deux cents commis ;
Deux mille cinq cents sténodactylographes ;
Trois mille trois cent cinquante et un agents de bureau ;
Sept cent quatre-vingt-quatorze agents de service.

Art. 3. — Compte tenu des emplois d'agent de bureau créés à l'article précédent, l'effectif total des agents de bureau des services des préfectures est fixé à trois mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit, dont huit cent soixante-quinze aides-commis.

Art. 4. — A compter du 1er mai 1952, sont supprimés, sur les emplois créés à l'article 2, les emplois ci-après correspondant aux emplois d'auxiliaires de bureau supprimés par le décret n° 52-445 du 28 avril 1952 :

Dix secrétaires administratifs de préfecture ;
Cent commis ;
Cent vingt agents de bureau, dont trente aides-commis.

Art. 5. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1er janvier 1951.

Fait à Paris, le 30 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques :

Le ministre de l'intérieur,
CHARLES BRUNE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
GUY PETIT.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Citation à l'ordre de l'armée.

Par décision n° 23 en date du 26 août 1952 et sur la proposition du secrétaire d'Etat à la guerre, le ministre de la défense nationale, cite :

A l'ordre de l'armée.

L'Ecole nationale supérieure des mines de Paris.

Cette citation comporte l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme.

Décret n° 52-1004 du 1er septembre 1952 relatif aux droits à pension des goumiers marocains.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du secrétaire d'Etat à la guerre et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 51-590 du 23 mai 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires de retraite,

Décrète :

Art. 1er. — Les services accomplis dans les goums marocains entretenus sur la section « guerre » du budget de la défense nationale sont assimilés en ce qui concerne les pensions aux services des militaires de carrière et ouvrent droit aux pensions fondées sur la durée des services.

Il en est de même des services accomplis par les goumiers marocains avant l'entrée en vigueur du présent décret sous réserve que les intéressés aient participé postérieurement au 8 novembre 1942 à des opérations de guerre hors du Maroc.

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale, le secrétaire d'Etat à la guerre et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques :

Le ministre de la défense nationale,
R. PLEVEN.

Le secrétaire d'Etat à la guerre,
PIERRE DE CHEVIGNÉ.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Décrets portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Rectificatif au *Journal officiel* du 19 août 1952 : page 8275, 1re colonne, au lieu de : « Manceau (Jules-Gustave-François-Louis), ancien brigadier du 1er régiment d'artillerie, classe 1916, mle 1463 au recrutement de Nantes », lire : « Manceau (Jules-Gustave-Francis-Louis) », (le reste sans changement).

Rectificatif au *Journal officiel* du 19 août 1952 : page 8276, 1re colonne, au lieu de : « Benkenfa ou Benferra Bouamama ould Kaddour, ancien soldat du 6e régiment de tirailleurs algériens, classe 1936, mle 1584 au recrutement d'Oran », lire : « Benkerfa ou Benferra Bouamama ould Kaddour », (le reste sans changement).

Remise de débet.

Par arrêté du 14 août 1952, il est fait remise gracieuse à M. le capitaine de Saint-Gal-de-Pons (Aymard), de la somme de 141.150 F représentant un trop-perçu d'allocation de salaire unique.

Nomination au grade d'aspirant (armée de terre, réserve).

Par décision du 28 août 1952, sont promus au grade d'aspirant dans l'armée de terre, pour prendre rang du 15 avril 1952 :

RÉSERVE

TROUPES METROPOLITAINES

Infanterie.

Chastenet de Gery (Philippe), classe 1951, Paris 11785.
Roth (Ernest), classe 1946, Strasbourg 67-1903.
Soussiel (Jacques), classe 1948, Poitiers 12357.

Génie.

Ravanat (Guy), classe 1948, Lyon 22648.

Rectificatif au *Journal officiel* du 15 juillet 1952 : page 7083, réserve, troupes métropolitaines, infanterie, au lieu de : « Dufour (Jacques), classe 1951, Marseille 26.164 », lire : « Dufour (Jacques), classe 1951, Marseille 25.161 » ; au lieu de : « Furcade (Roger), classe 1948, Toulouse 81.869 », lire : « Furcade (Roger), classe 1948, Toulouse 21.869 ».

Annulation d'une nomination au grade d'aspirant (armée de terre, réserve).

Par décret en date du 28 août 1952, est annulée la promotion au grade d'aspirant dans l'armée de terre :

RÉSERVE

TROUPES METROPOLITAINES

Artillerie antiaérienne lourde.

Vial (Robert), classe 1948, Lyon 29412.

Désignations pour servir sur les théâtres d'opérations extérieurs des sous-officiers appartenant aux armes et services gérés par la direction du personnel militaire de l'armée de terre.

Tour de départ aux théâtres d'opérations extérieurs à la date du 1er juillet 1952 (*Journal officiel* du 3 juillet 1952, p. 6628 et suivantes).

Les chefs de corps et de services devront, des réception des présentes désignations:

1° Faire procéder à toutes les vaccinations réglementaires pour le personnel désigné reconnu apte physiquement;

2° Faire bénéficier ce personnel de la permission complémentaire de départ colonial.

N. B. — L'attention des chefs de corps et des services est attirée sur le paragraphe II fixant la mise en route du personnel désigné. — Contrairement aux règles antérieures, les sous-officiers devant embarquer à Marseille ne rejoindront le D. I. M. de Marseille que sur ordre individuel. Aucune modification n'est apportée aux règles d'embarquement concernant le personnel prenant sa permission de départ colonial en A. F. N. (qu'il appartienne à un corps ou service d'A. F. N., de la métropole ou des T. O. A.).

I. — MAINTENANCE DE NOVEMBRE 1952

A. — Sous-officiers du service général, maîtres d'armes spécialistes géographes, chiffreurs d'état-major

Infanterie.

Adjudants-chefs.

Coulomb (H.), E. S. O. Cherchell.
Guillot (M.), 18e R. I. P. C.
Heranney (P.), D. I. M. Marseille.
Kritter (P.), C. A. R. n° 6.
Vital (J.), 22e B. C. A.

Adjudants.

Caby (V.), C. A. R. n° 2.
Peretti (S.), 3e R. T. A.
Videau (A.), C. A. R. n° 4.
Barbazin (R.), 3e B. Z.
Janvier (G.), 93e R. I.

Sergents-majors.

Vodopianoff (M.), 151e R. I.
Chabourine (P.), 1er E. R. T.
Huon (T.), 7e R. T. A.
Leborgne (Y.), 41e R. I.

Sergents-chefs.

Bails (L.), C. A. R. n° 9.
Ehrlich (R.), 6e B. C. A.
Goujon (R.), 2e B. C. P.
Laurent (R.), C. A. R. n° 6.
Sauvet (J.), D. I. M. Marseille.
Franceschi (A.), C. A. R. n° 9.
Voindrot (R.), 152e R. I.
Lepoidevin (D.), 300e comp. de Camp.
Aubin (P.), 101e comp. Q. G
Satger (L.), 40e B. I.
Tine (R.), E. N. E. P. M. Pau.
Lacoste (F.), 7e R. T. A.
Franck (J.), 1er R. I.
Prelot (R.), 7e R. T. A.
Merrakech (B.), 1er R. T. A.
Evrard (R.), 5e R. T. M.
Carpentier (M.), 5e B. C. P.
Dutrieux (R.), C. C. 43e 1/2 B. I.

Sergents.

Alasseur (G.), 6e B. C. A.
Berthouloux (M.), 2e R. T. A.
Chantereau (R.), 13e B. C. A.
Drony (M.), C. A. R. n° 1.
Druet (E.), 2e R. T. A.
Germano (J.), C. A. R. n° 6.
Gherib (A.), 3e R. T. A.
Holl (C.), 26e R. I.
Hugel (F.), 2e B. C. P.
Lafitte (J.), 151e R. I.
Leveque (J.), 26e R. I.
Loigerot (M.), 1er R. T. M.
Marquer (M.), 26e R. I.
Panchout (J.), 5e R. I.
Remy (M.), 4e R. T. M.
Rousseau (R.), C. A. R. n° 3.
Scudry (A.), 3e B. C. P.
Poirel (M.), 1er R. T. M.
Peres (J.), 93e R. I.
Colin (J.), E. M. E. S. C. Antibes.
Caillet (M.), E. M. E. S. C. Antibes.
Cussat-Bouton (M.), E. S. M. I. A.
Damongeot (R.), E. M. E. S. C. Antibes.
Dubler (J.), E. S. M. I. A.
Dufour (C.), E. S. M. I. A.
Frindel (R.), E. N. E. P. M. Pau.
Guinot (G.), E. M. E. S. C. Antibes.
Hery (P.), E. S. M. I. A.
Houteer (G.), E. N. E. P. M. Pau.
Lahoussine (R.), E. M. E. S. C. Antibes.
Larrieu (A.), E. N. E. P. M. Pau.
Legrand (P.), E. M. E. S. C. Antibes.
Letz (C.), E. S. M. I. A.

Sous-officiers maîtres d'armes

Sergent.

Blaviel (G.), E. S. O. Strasbourg.

Arme blindée et cavalerie.

Adjudants-chefs.

Malartic (L.), D. I. M. Marseille.
Trigaut (E.), 8e hussards.
Le Dirach (E.), 6e dragons.
Braun (G.), 1er R. C. A.
Merat (R.), 2e hussards.

Adjudants.

Pillon (R.), 12e R. C. A.
Garnier (P.), 11e cuirassiers.
Solton (J.), 11e cuirassiers.
Cauchois (E.), 2e R. C. A.
Albert (M.), comp. des services n° 5.
Lescoat (A.), 11e cuirassiers.
Becquaniie (M.), 5e R. C. A.
Sintes (J.), S. E. P. R. 10e R. M.
Galli (R.), S. E. P. R. Maroc.

Maréchaux des logis-majors

Petit (A.), C. A. R. n° 5.
Julienne (H.), E. S. M. I. A.
Grosjean (C.), 3e hussards.
Puech (M.), 12e cuirassiers.

Maréchaux des logis chefs.

Schoenmackers (J.-M.), 5e dragons.
Estivals (S.), C. A. R. n° 1.
Jan (A.), 5e hussards.
Barbeteguy (M.), 5e dragons.
Tresson (C.), 12e cuirassiers.
Siles (R.), 2e R. C. A.
Mallard (R.), 5e R. C. A.
Dannenberger (A.), 5e hussards.
Chambert (E.), 12e R. C. A.
Delaunay (G.), 12e R. C. A.
Maitre (N.), 2e R. C. A.
Vielle (H.), 7e cuirassiers.
Sicre (J.), 12e R. C. A.
Havy (J.), 6e dragons.
Kerouredan (J.), 2e dragons.
Duflot (M.), 11e G. E. C. M.
Bizard (J.), 4e R. C. A.
Letiec (F.), 1er cuirassiers
Multon (D.), 8e hussards.
Dechen (L.), 4e R. S. M.
Lacombe (G.), 3e R. S. A.
Salaverria (J.), 3e R. S. A.
Destouesse (G.), 8e hussards.
Pernin (R.), 12e cuirassiers.

Maréchaux des logis.

Perhirin (J.), 3e hussards.
Courbon (P.), 1er cuirassiers.
Flot (J.), C. A. R. n° 6.
Sonrel (G.), C. A. R. n° 6.
Agon (M.), 1er R. S. M.
Cabaj (B.), 1er R. S. M.
Guillemet (J.), E. A. A. B. C.
Naux (R.), 5e dragons.
Kasprowicz (E.), 2e R. S. A.
Viau (M.), 6e cuirassiers.
Piasi (H.), 7e cuirassiers.
Bringard (R.), C. A. R. n° 7.
Marchal (H.), 2e R. S. A.
Fortunato (R.), 2e R. S. A.
Petitjean (G.), 3e R. C. A.
Gaudicheau (J.), 1er dragons.
Zoyo (V.), 2e R. C. A.
Desharbes (R.), 3e R. C. A.
Guerre (R.), 4e cuirassiers.
Maurel (P.), 11e G. E. C. M.
Bouhadi (A.), 2e R. C. A.
Dhondt (J.), 9e E. S. A.
Beaucaire (G.), 1e R. S. M.
Mazuric (F.), 1er dragons.
Humbert (A.), 12e dragons.
Dimitropoulos (A.), 4e R. C. A.
Prukop (M.), 1er R. S. M.
Martin de Bellerive (P.), 11e cuirassiers.
Grignon (A.), 12e cuirassiers.
Granger (R.), 1er R. S. M.
Briat (J.), 1er hussards.
Brandely (G.), 5e dragons.
Dalonis (E.), 2e dragons.
Dupont (C.), 6e dragons.
Bourbon (M.), E. A. B. C., Alger.
Poirier (H.), 4e R. C. A.
André (F.), 503e R. C. C.
Flament (R.), 1er cuirassiers.
Siegler (A.), 9e R. C. A.
Letellier (M.), 503e R. C. C.

Artillerie.

Adjudants-chefs.

Llerena (A.), 485e G. A. A.
Raynaud (P.), 453e G. A. A.
Duffard (J.), 61e R. A.
Goffard (R.), 481e G. A. A.
Staub (R.), 60e R. A.

Adjudants.

Puech (E.), 9e R. A.
Boitel (A.), 61e R. A.
Petit (G.), 405e R. A. A.
Santoni (C.), 32e R. A.
Lethenet (A.), 406e R. A. A.
Boucher (J.), 8e R. A.
Fasquelle (H.), 61e R. A.

Maréchaux des logis-majors.

Montiel (L.), 9e R. A.
Lambert (P.), 66e R. A.

Maréchaux des logis chefs.

Janin (R.), 401e R. A. A.
Biguey (L.), 66e R. A.
Goubet (R.), 32e R. A.
Theuil (P.), 32e R. A.
Charpentier (P.), G. A. O. A./1.
Moreau (C.), 61e R. A.
Goumon (L.), 61e R. A.

Maréchaux des logis.

Gerard (R.), 411e R. A. A.
Quelard (P.), 40e R. A. A.
Delprat (A.), 68e R. A.
Palaccio (J.), 9e R. A.
Olivier (M.), 61e R. A. A.
Botherel (F.), 477e G. A. A.
Roques (C.), E. A. A.
Vieu (R.), E. S. A. A.
Quaglio (G.), 8e R. A.
Santenne (R.), 32e R. A.
Leger (A.), 61e R. A.
Boudard (A.), 61e R. A.

Sous-officiers spécialistes géographes

Adjudant-chef.

Gladieux (P.), G. G. A.

Train.

Adjudants-chefs.

Bergero (J.), G. T. 351.
Richiero (C.), G. T. 507.
Serneels (J.), E. M. T. S., Berlin.
Passion (L.), 1er E. R. T.
Nebout (R.), G. T. 385.

Adjudants.

Lucas (M.), 1er E. R. T.
Ducrocq (R.), 122e E. R. G. T.
Neyret (R.), G. T. 520.
Fontes (A.), E. A. I., Saint-Maixent.

Juventin (R.), 101e compagnie Q. G.
Marchelli (A.), 129e E. R. G. T.
Rampal (J.), 1er E. R. T.

Maréchaux des logis-majors.

Larrouturou (R.), G. C. R. 601.
Bras (J.), G. C. R. 601.
Houel (S.), 1er E. R. T.

Maréchaux des logis chefs.

Benderra (G.), 129e E. R. G. T.
Virmont (J.), E. S. O., Cherchell.
Acier (M.), G. T. 351.
Rondel (R.), G. T. 529.
Charon (M.), G. T. 520.
Vergnes (A.), C. C. R. 251.
Favier (R.), G. C. R. 602.
Didierjean (A.), 43e compagnie Q. G.
Maugard (M.), G. T. 500.

Maréchaux des logis.

Moiselet (J.), G. T. 507.
Charlot (M.), 23e C. D. T.e
Landry (J.), C. I. C. E. D., Paris.
Ruiz (J.), B. T. M. I. A., la Rochelle.
Foucher (C.), G. T. 351.
Boudouaia (M.), 29e E. T.
Lecoules (J.), E. S. M. I. A.
Tranier (G.), E. S. M. I. A.
Graff (J.), C. I. O. A., Arzew.
Augeard (R.), 1er E. R. T.
Grandin (J.), C. C. R. 252.
Lopez (M.), 28e E. T.
Zenou (J.), B. T. M. I. A., Maroc.
Delabre (G.), 129e E. R. G. T.
Staud (J.), 41e compagnie Q. G.
Henriot (J.), 85e compagnie Q. G.

Transmissions.

ARME

Sergents-chefs.

Laplace (J.), 168e B. T.
Mathieu (M.), E. C. M. T., Issy-les-Moulineaux.
Roujou (J.), C. A. R. no 5.
Roy (H.), C. A. R. no 4.
Vadier (J.), E. M. F. T. Centre Europe.

Sergents.

Benoit (G.), E. A. T. Sète.
Casaux (R.), E. A. T. Sète.
Duhau (M.), 47e B. T.
Georges (R.), 46e B. T.
Gintrac (R.), 18e R. T.
Guillou (J.), 18e R. T.
Lagarde (M.), C. A. R. no 1.
Mazimgarbe (G.), 86e B. T.
Moncelet (M.), G. R. E. T. no 3.
Papin (A.), S. R. E. T. T. Maroc.
Parmentier (G.), 18e R. T.
Sommer (J.), S. R. E. T. T. Maroc.
Vacellier (J.), 8e R. T.
Vieillard (A.), 46e B. T.

SOUS-OFFICIERS CHIFFREURS D'ÉTAT-MAJOR.

Sergents-chefs.

Pouilly (E.), Section chiffre E. M. A.
Bertaus (J.), S. G. P. D. N.

SERVICE

Adjudants-chefs.

Ramond (D.), G. R. E. T. no 5.
Perroy (A.), E. M. T. Autriche.
Blanc (M.), G. R. E. T. no 1.

Adjudants.

Chateaux (L.), E. C. M. T. Issy-les-Moulineaux.
Maire (R.), G. R. E. T. no 6.
Bogey (R.), Edt Trans. 3e R. M.

Sergents-majors.

Dassens (J.), 8e R. T.
Meazza (R.), G. R. E. T. no 10.

Cadre des agents de chancellerie.

Adjudants-chefs.

Laumonier (P.), E. M. C. C. F. F. A.
David (R.), Service central des sports.
Veret (J.), E. M. Subd. Paris.
Faret (G.), E. M. subdivision Paris.
Achaume (J.), S. S. Lyon.
Jezequel (J.), cabinet D. N.
Amiel (R.), E. M. subdivision Perpignan.
Pourrut (R.), E. M. subdivision Bordeaux.

Adjudants.

Mille (M.), E. M. C. S. F. F. Autriche.
Jeanselme (C.), E. M. C. F. T. centre Europe.
Ledeu (A.), E. M. 7e R. M.

Sergents-majors.

Tourteau (G.), C. A. R. no 4.
André (M.), E. M. C. C. F. F. A.

Sergent-chef.

Lathiere (J.), E. M. subd. Versailles.

Cadre des agents des corps de troupe.

Adjudant-chef.

Joux[illegible], C. S. F. A., Vincennes.

B. — SOUS-OFFICIERS DES TROUPES AÉROPORTÉES MÉTROPOLITAINES

Infanterie.

Adjudants-chefs.

Lonahic (J.), E. T. A. P. Pau.
Matern (P.), E. T. A. P. Pau.
Lasserre (J.), 25e D. I. A. P.

Adjudants.

Verwicht (C), 18e R. I. P. C.
Vegnaduzzi (A.), E. T. A. P. Pau.
Boissel (A.), 18e R. I. P. C.
Duponteil (P.), 14e R. I. P. C.
Santini (D.), 3/1e R. C. P.
Gary (P.), 18e R. I. P. C.
Pourrier (E.), E. T. A. P. Pau.

Sergents-majors.

Dussau (P.), 18e R. I. P. C.
Legrand (G.), E. T. A. P. Pau.
Leperchec (F.), E. T. A. P. Pau.
Guignot (A.), 14e R. I. P. C.

Sergents-chefs.

Aubert (L), 1/1e R. C. P.
Debet (P.), 14e R. I. P. C.
Laulagnet (R.), 14e R. I. P. C.
Noé (E.), 18e R. I. P. C.
Jean-Baptiste (R.), 18e R. I. P. C.
Lesgourgues (G.), 14e R. I. P. C.
Roux (L.), S. E. P. R. 4e R. M.
Chevalier (M.), 18e R. I. P. C.
Kerjean (R.), E. T. A. P. Pau.
Privat (R.), 3/1er R. C. P.
Dormois (G.), 18e R. I. P. C.
Fomperine (E.), E. T. A. P. Pau.
Stefani (M.), 18e R. I. P. C.
Rigal (G.), C. E. S. no 1.
Gaillard (L), 18e R. I. P. C.
Brenier (R.), E. T. A. P. Pau.
Ruche (J.), 18e R. I. P. C.
L'Herron (F.), 18e R. I. P. C.

Sergents.

Pelloni (J.), E. T. A. P. Pau.
Giannotti (A.), 3/1er R. C. P.
Auvray (Y.), 3/1er R. C. P.
Garreau (G.), 1/1er R. C. P.
Gonzagues (J.), 1/1er R. C. P.
Cormier (S.), 1/1er R. C. P.
Maurel (C.), 18e R. I. C. P.
Chevassu (J.), 1/1er R. C. P.
Lefevre (M.), 18e R. I. P. C.
Bonnet (C.), 18e R. I. P. C.
Lelouarn (A.), D. T. A. P. M.
Rochel (B.), 18e R. I. P. C.
Chaudron (R.), 3/1er R. C. P.
Deramond (J.), E. T. A. P. Pau.
Joulin (M.), 3e 1/2 R. C. P.
Beaule (P.), 14e R. I. P. C.
Hascoet (J.), 3/1er R. C. P.
Muller (R.), 14e R. I. P. C.
Wailly (G.), 14e R. I. P. C.
Menoni (M.), E. T. A. P. Pau.
Desaleux (Y.), 14e R. I. P. C.
Jarraud (G.), 18e R. I. P. C.
Villacampa (G.), 18e R. I. P. C.
Brault (Y), 14e R. I. P. C.
Huber (R.), E. T. A. P. Pau.
Rondeau (J.), E. T. A. P. Pau.
Bouygues (M.), 18e R. I. P. C.
Valla (J.), 18e R. I. P.C.
Gilot (H.), 18e R. I. P. C.
Fourna (J.), D. T. A. P. M.
Bourgeat (A.), 3/1er R. C. P.

Arme blindée et cavalerie.

Adjudant.

Baulieu (M.), E. T. A. P. Pau.

Maréchaux des logis chefs.

Simonis (E.), 1er hussards.
Gardel (J.), 1er hussards.

Maréchaux des logis.

Ansel (G.), 1er hussards.
Devant (F.), 1er hussards.
Cros (R.), 1er hussards.
Vouillot (H.), E. T. A. P. Pau.

Artillerie.

Maréchaux des logis chefs.

Bauchet (G.), 35e R. A.
Dauverchain (R.), 35e R. A.

Maréchaux des logis.

Jousset (J.), 35e R. A.
Maréchaux (A.), D. T. A. P. M.

Train.

Maréchaux des logis chefs.

Biguet (H.), C. R. A. 2.

Billon (L.), D. T. A. P. M.

Génie.

Adjudant.

Ducolone (V.), 17e B. G. A. P.

Sergent-chef.

Martelli (E.), 17e B. G. A. P.

Sergents.

Giroud (H), 17e B. G. A. P.
Peyrat (J.), 17e B. G. A. P.

Matériel

Adjudant-chef (spécialiste photographe).

Petre (M.), 1re compagnie service cinématographique.

Maréchal des logis chef (mécanicien auto).

Morin (L.), compagnie des services no 5.

II. — MISES EN ROUTE

L'attention des chefs de corps et de services est attirée sur les modalités nouvelles de mise en route des sous-officiers désignés. Pour que cette nouvelle centralisation donne entière satisfaction, il est indispensable que les chefs de corps et de services se conforment strictement aux prescriptions mentionnées ci-après.

Les sous-officiers ci-dessus désignés devront rejoindre les centres de rassemblement dans les conditions suivantes:

A — *Personnels en provenance de la métropole, d'Allemagne, d'Autriche et personnels d'Afrique française du Nord prenant leur permission de départ colonial en métropole, en Allemagne ou en Autriche.*

Tous ces personnels ne rejoindront le port d'embarquement que sur l'ordre individuel adressé à leur chef de corps ou de service par les soins de la D. P. M. A. T. (5e bureau). En ce qui concerne le personnel

appartenant aux T. A. P., les ordres individuels d'embarquement seront adressés au commandant du D. T. A. P. M. de Mont-de-Marsan:

1° Sous-officiers du service général, maîtres d'armes, spécialistes géographes, chiffreurs d'état-major:

Ils seront tenus prêts à embarquer à partir du 1er novembre 1952 et devront être en mesure de répondre immédiatement à la convocation de la D. P. M. A. T. (5e bureau) transmise par leur chef de corps ou de service pour rejoindre le D. T. M. de Marseille en vue de leur embarquement. Les sous-officiers en provenance d'Afrique française du Nord bénéficiant de leur permission en métropole, en Allemagne ou en Autriche, seront avisés télégraphiquement de cette convocation par les soins de leur chef de corps ou de service. (Les titres de permission de ces derniers porteront la mention: « ... jusqu'à la date de la convocation pour rejoindre le centre de rassemblement en vue de son embarquement »);

2° Sous-officiers des troupes aéroportées métropolitaines:

Ces personnels rejoindront impérativement le D. T. A. P. M. de Mont-de-Marsan le 25 octobre 1952. Le colonel commandant le D. T. A. P. M. adressera à la D. P. M. A. T. (5e bureau), au plus tard le 27 octobre 1952, la liste nominative des sous-officiers ayant rejoint

B. — *Personnels en provenance de la métropole, d'Allemagne, d'Autriche et personnels d'Afrique française du Nord prenant leur permission de départ colonial en Afrique française du Nord.*

Pas de modification aux règles antérieures.

Les sous-officiers (service général, maîtres d'armes, spécialistes géographes, chiffreurs d'état-major et troupes aéroportées métropolitaines) devront, à partir du 1er novembre 1952, être en mesure de répondre à la convocation de la direction générale des transports militaires en Afrique française du Nord (Alger) pour rejoindre la base d'embarquement. A cet effet, les chefs de corps ou de services adresseront à cette direction en même temps qu'à la D. P. M. A. T. (5e bureau), avant le 25 septembre 1952, les noms, prénoms, grades et adresses complètes en Afrique française du Nord des sous-officiers prenant leur permission de départ colonial sur ce territoire. Toutes modifications aux renseignements fournis seront signalées à ces deux organismes dans les moindres délais.

C. — *Prescriptions particulières.*

Toutes les indisponibilités (inaptitude physique ou administrative, demande de sursis) devront être signalées d'urgence, et directement à la D. P. M. A. T. (5e bureau). Ces renseignements devront être postés de façon à être parvenus à l'administration centrale pour le 25 septembre 1952, terme de rigueur (sauf cas de caractère tout à fait exceptionnel).

NOTA. — Les chefs de corps et de services sont responsables de la stricte application des présentes prescriptions, en particulier en ce qui concerne le respect *des dates fixées*.

Il est rappelé aux chefs de corps et de services qu'un exemplaire de l'état nominatif modèle 1, de tout le personnel désigné ci-dessus, doit être obligatoirement adressé, *par voie aérienne*, directement et d'urgence au général commandant en chef en Indochine (état-major interarmées et des forces terrestres, bureau du personnel, 3e section), à Saïgon.

Cet état établi sur le format 13,5 × 21, conformément au modèle défini au *Bulletin officiel*, p. p. 1950, pages 577 et 578, doit être exactement rempli et les renseignements qui y seront portés contrôlés avec soin.

Liste, par ordre de mérite, des candidats nommés élèves à la section administrative de l'école du service de santé militaire à la suite du concours de 1952.

Rectificatif au *Journal officiel* du 5 août 1952: page 7905, 1re colonne, 51e ligne, au lieu de: « Lapérouze (Jean), sergent-major, 1re section de C. O. M. A. », lire: « Laperrouze (Jean), sergent-major, 1re section de C. O. M. A. » (le reste sans changement).

Liste des médecins ayant obtenu le titre de médecin, chirurgien ou spécialiste des hôpitaux militaires.

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 août 1952:

Au sommaire, au lieu de: « Liste des médecins militaires ayant obtenu le titre de « spécialiste » (p. 8178) », lire: « Liste des médecins militaires ayant obtenu le titre de « médecin », « chirurgien » ou « spécialiste » des hôpitaux militaires (p. 8178) ».

Page 8178, au titre, 2e colonne, 36e ligne, au lieu de: « Liste des médecins militaires ayant obtenu le titre de « spécialiste », lire: « Liste des médecins militaires ayant obtenu le titre de « médecin », « chirurgien » ou « spécialiste » des hôpitaux militaires » (le reste sans changement).

Tableau de départ colonial du 1er septembre 1952.

NOTA. — Dès parution du présent tableau, les chefs de corps et de service devront obligatoirement faire visiter tous les militaires y figurant et régulariser la situation des sous-officiers et hommes de troupe en instance de rengagement.

Ils adresseront d'urgence, à la direction des troupes coloniales, et au plus tard le 10 septembre 1952, les certificats d'aptitude réglementaires « état modèle C » recto et verso. Il en sera de même pour les certificats de visite et de contre-visite des militaires dont l'inaptitude a été constatée.

Dans le cas où ces pièces ne pourraient parvenir au département avant la date précitée, il y aura lieu de faire connaître, par télégramme, le résultat des visites.

Toute erreur qui aurait pu être relevée fera l'objet d'un compte rendu à transmettre dans les moindres délais.

OFFICIERS

A. — **Infanterie coloniale.**

Chef de bataillon.

M. Mane (Roger), dépôt des isolés des troupes coloniales. — 18 mai 1951.

Capitaines.

MM.

Robert (Jean), école d'application d'infanterie Saint-Maixent. — 1er juin 1948.

Clavel (Marius), 110e régiment d'infanterie coloniale. — 10 mai 1950.

Camous (Jean), groupement d'instruction des matériels et des bâtiments coloniaux (titre S. M. B. C., mécanique générale). — 26 septembre 1950.

Marcou (Georges), 110e régiment d'infanterie coloniale. — 25 juillet 1951.

Mistral (Emile), 6e régiment de tirailleurs sénégalais. — 31 juillet 1951.

Batz (Jean), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole (lieutenant au tableau d'avancement). — 1er août 1951 (séjour interrompu).

Dugas (Edouard), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad (blindé). — 3 août 1951.

Sangle (Robert), 1er régiment d'infanterie coloniale. — 3 août 1951.

Frayssé (Henri), 3e régiment de tirailleurs sénégalais. — 12 août 1951.

Lieutenants et sous-lieutenant.

MM.

Van Eycke (André), dépôt des isolés des troupes coloniales, annexe de Paris (adjudant-chef au tableau). — 22 février 1948.

Chateau (Maurice), groupement des services des écoles de l'enseignement militaire supérieur (titre du service géographique). — 2 décembre 1948.

Bourgeois (Philippe), 1e régiment d'infanterie coloniale. — 2 janvier 1952.

Thiery (Jean), 6e régiment de tirailleurs sénégalais. — 2 janvier 1952.

Corcuff (Marcel), 15e régiment de tirailleurs sénégalais. — 2 janvier 1952.

Waltrelot (Max), dépôt central des isolés, Versailles. — 5 janvier 1952.

Derrien (Jean-Marie), 3e régiment de tirailleurs sénégalais. — 7 janvier 1952.

Deleume (Pierre), régiment colonial de chasseurs de chars « blindé ». — 7 janvier 1952.

Lafon (Edgar), 15e régiment de tirailleurs sénégalais — 7 janvier 1952.

Petot (Bernard), école de sous-officiers, Strasbourg. — 7 janvier 1952.

Roussel (Alexandre), 3e régiment de tirailleurs sénégalais. — 15 janvier 1952.

Llobet (Pierre), 21e régiment d'infanterie coloniale. — 19 janvier 1952.

Gros (André), 110e régiment d'infanterie coloniale. — 20 janvier 1952.

Papet (Michel), 3e régiment de tirailleurs sénégalais. — 30 janvier 1952.

B. — **Parachutistes.**

Capitaine.

M. Le Bot (Georges), 5e régiment de tirailleurs sénégalais. — 15 septembre 1951.

Lieutenants et sous-lieutenant.

MM.

Galeron (André), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes — 20 août 1950.

De Quillach (Jean), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes. — 8 décembre 1950.

De Kerros (Yves), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes. — 8 décembre 1950.
Charles (Robert), 1re demi-brigade coloniale de commandos de parachutistes. — 19 août 1951.
Gaven (Jean), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes. — 13 septembre 1951.

C. — **Artillerie coloniale.**

Colonel.

M. Crespin (Jacques), école d'application d'artillerie. — 20 mars 1950.

Chefs d'escadron.

MM.
Gallet (Jean), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale. — 11 mai 1949.
Gaillard (Xavier), E. M. P. A. C., ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires, établissement central du matériel des forces terrestres d'outre-mer (titre S. M. B. C. armement). — 17 juillet 1949.
Genet (Jean), E. M. P. A., ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires. — 24 juillet 1949.
Arvieux (Jacques), E. M. P. A. C., service de l'entraînement préparatoire et des réserves de la 1re région militaire, groupement n° 51. — 30 mars 1950.
Simon (Francis), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale. — 25 juin 1950.
Canioni (Nonce), 1/2e régiment d'artillerie coloniale. — 15 juillet 1950.

Capitaines.

MM.
Coutanceau (Georges), E. M. P. A. C., état-major 8e division d'infanterie. — 13 avril 1948.
Dujardin (Arthur), groupement des services des écoles d'enseignement militaire supérieur (titre service géographique). — 16 mars 1949.
Crozet (Paul), régiment d'artillerie coloniale de Tunisie. — 9 octobre 1950.
Combes (André), 1/2e régiment d'artillerie coloniale. — 18 janvier 1952.

Lieutenants.

MM.
Oudard (Luc), 1/8e régiment d'artillerie coloniale. — 15 septembre 1951.
Kolly (Jean-Pierre), 1/8e régiment d'artillerie coloniale. — 18 septembre 1951.
Amblard (Georges), 2/3e régiment d'artillerie coloniale. — 23 septembre 1951.
Lapeyre (Jean), 2/3e régiment d'artillerie coloniale. — 13 octobre 1951.
Patigny (Pierre), 458e groupe d'artillerie antiaérienne coloniale. — 20 octobre 1951.

D. — **Service des matériels et des bâtiments coloniaux.**

AUTOS-CHARS

Lieutenant-colonel.

M. Seguin (Edouard), ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires. — 21 juin 1949.

Capitaine.

M. Josse (René), compagnie d'état-major des troupes coloniales, commandement du corps du S. M. B. C. — 7 septembre 1950.

Sous-lieutenant.

M. Placon (Robert), 58e compagnie de réparations divisionnaire. — N'a jamais servi.

MATÉRIEL ARTILLERIE ET D. C. A.

Lieutenant.

M. Couloigner (Jean), groupement d'instruction des matériels et des bâtiments coloniaux. — 7 octobre 1951.

E. — **Intendance coloniale.**

OFFICIERS D'ADMINISTRATION

Commandant.

M. Heymes (Gilbert), service administratif de la direction des troupes coloniales. — 8 décembre 1949.

Capitaines.

MM.
Picot (Pierre), école militaire d'administration. — 6 mai 1950.
Charruyer (René), ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires, intendance de la France d'outre-mer à Marseille. — 21 avril 1951.
Maumus (Jacques), section des commis et ouvriers d'administration coloniaux (lieutenant au tableau d'avancement). — 7 juin 1951.

Lieutenant.

M. Maillel (Jean), ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires, intendance de la France d'outre-mer à Marseille. — 13 avril 1950.

F. — **Adjoints administratifs des corps de troupe coloniaux.**

Lieutenants.

MM.
Soubiran (Louis), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole. — 27 mars 1950.
Caillot (Bernard), 1/2e régiment d'artillerie coloniale. — 10 mai 1950.

G. — **Service de santé colonial.**

MÉDECINS

Colonels.

MM.
Le Scouezec (Pierre), école d'application du service de santé des troupes coloniales pour ordre, mis à la disposition de la direction du service de santé de la 4e région militaire. — 17 septembre 1951.
Pieri (Etienne), école d'application du service de santé des troupes coloniales pour ordre, mis à la disposition de la direction du service de santé de la 1re région militaire. — 21 septembre 1951.

Lieutenants-colonels.

MM.
Conjard (Jean), régiment d'artillerie coloniale de Tunisie. — 10 septembre 1951.
Lombard (Georges), 5e régiment de tirailleurs sénégalais. — 15 septembre 1951.
Pape (Jean), dépôt des isolés des troupes coloniales, annexe de Paris. — 17 septembre 1951.

Commandants.

MM.
Berthon (Louis), dépôt des isolés des troupes coloniales. — 11 mai 1948.
Astesiano (Roger), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole. — 20 octobre 1951.

Capitaines.

MM.
Charpin (Max), 1/2e régiment d'artillerie coloniale. — 1er septembre 1951.
Massacrier (Alexandre), 1er régiment d'infanterie coloniale. — 5 septembre 1951.
Drouin (Paul), école d'application du service de santé des troupes coloniales. — 17 septembre 1951.
Bories (Serge), hôpital militaire 291. — 26 septembre 1951.
Carras (Jean), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole. — 4 octobre 1951.
Faucon (René), 458e groupe d'artillerie antiaérienne coloniale. — 13 octobre 1951.
Suquet (Xavier), école d'application du service de santé des troupes coloniales. — 15 octobre 1951.
Peters (Jean), 5e régiment de tirailleurs sénégalais (lieutenant au tableau d'avancement). — 16 octobre 1951.

Lieutenant.

M. Guillot (Jean), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes. — 9 septembre 1951.

PHARMACIENS

Commandant.

M. Herrou (Louis), école d'application du service de santé des troupes coloniales pour ordre, mis à la disposition de l'intendance des troupes d'occupation en Allemagne pour servir au laboratoire des subsistances des forces françaises en Allemagne. — 10 août 1951.

Lieutenant.

M. Audiffren (Paulin), hôpital militaire 291. — 7 septembre 1951

SOUS-OFFICIERS ET HOMMES DE TROUPE

A. — Infanterie coloniale.

Adjudants-chefs.

Lemarquand (Eugène), section d'études et d'informations des troupes coloniales, centre de documentation colonial de Cherbourg (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. E. d'arme. — 22 février 1948.

Laporte (Marcel), compagnie administrative régionale n° 1, B. C. S. — 2 octobre 1948.

Nicolai (Paul), section d'études et d'informations des troupes coloniales, centre de documentation colonial de Bastia (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. C. S. — 23 février 1950.

Barre (Louis), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S., B. S. de comptabilité. — 1 avril 1950.

Allemand (Gaston), école d'application de l'infanterie, Saint-Maixent, B. E. d'arme. — 14 avril 1950.

Thauvin (Guy), 21e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 25 mai 1951.

Desmarets (Franck), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 septembre 1951.

Gimenez (Michel), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — 29 février 1952.

Laval (Lucien), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 de comptabilité. — 29 février 1952.

Lecacheur (Henri), 2e bataillon d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 29 février 1952.

Miannay (Gustave), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. E. d'arme. — Volontaire pour servir « hors tour » en Indochine.

Adjudants.

Clavier (Thomas), section d'études et d'informations des troupes coloniales, centre de documentation colonial de Belfort (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. E. de comptabilité. — 13 mars 1949.

Brun (Georges), compagnie des services n° 1, B. E. de chiffreur, B. C. S. — 9 mai 1949.

Michelet (Henri), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. S. de comptabilité. — 25 mars 1950.

Meynard (Gilbert), section d'études et d'informations des troupes coloniales, centre de documentation colonial de Bordeaux (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. E. d'arme. — 18 avril 1950.

Bocket (Raymond), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, B. C. S. — 2 mai 1950.

Le Guen (Michel), école de formation d'officiers d'active, à Coëtquidan, B. C. S. — 12 mai 1950.

Lestain (René), 58e compagnie de quartier général, B. E. d'arme, B. E. de chiffreur. — 4 avril 1951.

Cesari (Félicien), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S. — 25 mai 1951.

Gheysens (Paul), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 13 juin 1951.

Languillaume (Pierre), 1er régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 2 février 1952.

Lutz (René), 3e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E. d'arme. — 2 février 1952.

Nicolas (Jean), 2e bataillon d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 2 février 1952.

Bosveil (Antoine), 21e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 5 février 1952.

Tai (Jacques), 15e régiment de tirailleurs sénégalais, B. S. d'arme. — 5 février 1952.

Milenkowitch (Henri), 4e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S., — 22 février 1952.

Birel (Maximilien), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E. d'arme, C. A. T. 2 de comptabilité. — 25 février 1952.

Bordessoule (Maxime), 21e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S. — 25 février 1952.

De Neef (Henri), 15e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 25 février 1952.

Feracci (François), 3e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E. d'arme. — 25 février 1952.

Roussel (Albert), 1er régiment d'infanterie coloniale, B. C. S. — 25 février 1952.

Barrio (Jean-Baptiste), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, B. C. S. — 29 février 1952.

Le Gall (Hervé), 2e bataillon d'infanterie coloniale, B. E. de comptabilité. — 29 février 1952.

Noël (Désiré), centre colonial d'instruction des transmissions, C. A. T. 2 d'arme. — 29 février 1952.

Veillard (André), 3e régiment de tirailleurs sénégalais, B. C. S. — 29 février 1952.

Sergents-majors et sergents-chefs.

Meunier (Marcel), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 6 novembre 1945.

Laurenson (Robert), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — 9 mai 1949.

Keraudren (François), dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'arme. — 13 septembre 1949.

Rollin (Marcel), 21e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 23 octobre 1949.

Le Grill (René), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S. — 2 mars 1950.

Dupont (Roger), 1er régiment d'infanterie coloniale, B. C. S. — 14 avril 1950.

Bataille (Roland), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S. — 14 avril 1950.

Bertrand (Franck), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. de comptabilité. — 25 avril 1950 (date fictive).

Spinosi (Pierre), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 17 juillet 1950.

Desseaux (Georges), 21e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 10 décembre 1950.

Lagarde (Oxène), centre territorial d'administration et de comptabilité de Casablanca (rattaché pour administration au 6e régiment de tirailleurs sénégalais), C. A. T. 2 d'arme. — 16 janvier 1951.

Damour (Victor), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S. — 31 mars 1951.

Tonneau (Gervais), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S., B. E. de comptabilité. — 13 avril 1951.

Cayzac (Jacques), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 6 juin 1951.

Juillet (Michel), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 10 juin 1951.

Grimcelli (Paul), dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'arme. — 3 juillet 1951.

Actif (Roger), dépôt des isolés des troupes coloniales, B. E. d'arme. — 9 juillet 1951.

Farrugia (Salvador), 15e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E. d'arme. — 9 juillet 1951.

Leveque (René), 21e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S., B. E. de comptabilité. — 13 juillet 1951.

Pouliquen (Charles), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, B. C. S., B. S. de moniteur d'éducation physique militaire. — 18 juillet 1951.

Faledan (Louis), 1er régiment d'infanterie coloniale, B. S. de comptabilité. — 25 juillet 1951.

Vincetti (Séraphin), 15e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 28 juillet 1951.

Azibert (Adrien), 1er bataillon du régiment de marche du Tchad, C. A. T. 2 d'arme. — 3 août 1951.

Marcais (Gérard), 3e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 16 août 1951.

Le Deunff (Marcel), 4e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S. — 2 septembre 1951.

Bondi (Léon), 21e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 14 septembre 1951.

Diarra (Jean), 3e régiment d'infanterie coloniale, B. C. S., C. A. T. 2 de comptabilité. — 27 septembre 1951.

Quillet (Joseph), 3e régiment de tirailleurs sénégalais, B. E. d'arme. — 7 octobre 1951.

Beuf (Joseph), 3e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 31 octobre 1951.

Chachuat (Pierre), 1er régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 31 octobre 1951.

Napoleone (Philippe), 15e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 7 novembre 1951.

Clément (René), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 9 novembre 1951.

Daurin (Lucay), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — 9 novembre 1951.

Edelmann (Charles), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 5 février 1952.

Finidori (Joseph), 21e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 5 février 1952.

Frackowiak (Alphonse), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 5 février 1952.

Grauffel (René), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 5 février 1952.

Hoenicke (Jacques), 5e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 5 février 1952.

Kerjean (André), 2e bataillon d'infanterie coloniale, B. E. d'arme. — 5 février 1952.

Lacroix (Louis), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 5 février 1952.

Maillet (Martial), 3e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 5 février 1952.

Mougenot (Maurice), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 5 février 1952.

Bizi (Maxime), 2e bataillon d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 22 février 1952.
Bruzac (Jean), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 22 février 1952.
Lassus (Xavier), 13e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 22 février 1952.
Rogalle-Frediere (Robert), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. C. S. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine
Edwards (Harold), annexe autonome de Paris du dépôt des isolés des troupes coloniales, C. A. T. 2 de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Sergents.

René (Jean-Marcel), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 21 août 1949.
Hubert (Jean), compagnie d'état-major des troupes coloniales, B. E. d'armes. — 18 octobre 1949.
Guiet (Ludovic), 6e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 21 avril 1950.
Boutou (Jean), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 16 août 1950.
Beaudza (Marcel), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 25 août 1950.
Lequere (Paul), 3e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — 27 novembre 1950.
Metoyer (Yves), 1er régiment d'infanterie coloniale, 251 trans. — 22 février 1951.
Niang Souleymane, 1er régiment d'infanterie coloniale, brevet d'infirmier. — 25 février 1951.
Piriou (François), 110e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 15 mars 1951.
Angeleri (Antoine), 1er régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 2 trans. — 31 mars 1951.
Morati (François), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, non certifié. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Legrand (Paul), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes, B. E. de parachutistes (reconnu inapte aux troupes aéroportées). — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Bonnet (Bernard), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, C. A. T. 2 trans. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Kareche Taieb, 13e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Hoa (Roland), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Martin (Robert), école de sous-officiers de Strasbourg, C. A. T. 2 d'arme. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

RELIQUAT DU TABLEAU DE DÉPART DU 1er JUILLET 1952

Sergent.

Corre (Marcel), centre d'instruction colonial de l'arme blindée.

a) CLAIRONS

Sergents.

Lermene (Roger), 13e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 de clairon. — N'a jamais servi.
Le Trillard (Marcel), 13e régiment de tirailleurs sénégalais, C. A. T. 2 de clairon. — 6 mai 1951.

b) MUSICIEN

Caporal-chef.

Gueye (Mamadou), 21e régiment d'infanterie coloniale, C. A. T. 1 de musicien. — 20 avril 1951.

c) BLINDÉS COLONIAUX

Adjudant.

Tormo (Antoine), centre d'instruction colonial de l'arme blindée, brevet dépanneur auto. — 29 janvier 1952.

Sergents-chefs.

Supervielle (Félix), centre d'instruction colonial de l'arme blindée, B. C. P. d'arme blindée. — 29 janvier 1952.
Aime (Marcel), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 30 janvier 1952.
Jeannet (Jules), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 30 janvier 1952.
Herit (Yves), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 de comptabilité. — 30 janvier 1952.

Sergents.

Roger (Jean-Marie), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 28 novembre 1949.
Barberye (André), régiment colonial de chasseurs de chars, C. A. T. 2 d'arme. — 11 août 1950.

d) TÉLÉGRAPHISTES COLONIAUX

Sergents.

Blanchon (André), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, 251 trans. — 6 mai 1951.
Burgaud (Joseph), centre colonial d'instruction des transmissions, 251 trans. — 6 mai 1951.
Courtin (Albert), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 9, 251 trans. — 25 mai 1951.
Bredelet (Michel), 2e bataillon de télégraphistes coloniaux, B. E. exploitation radio. — 3 juillet 1951.
Eklou (Marc), groupement régional d'exploitation des transmissions n° 9, 251 trans. — 3 juillet 1951.
Baudet (Pierre), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, 251 trans. — 11 juillet 1951.

B. — Artillerie coloniale.

Adjudants-chefs.

Manach (Victor), centre d'instruction colonial de l'arme blindée, B. S. auto. — 25 août 1950.
Bonnetin (Georges), 1/7e régiment d'artillerie coloniale, B. C. S. — 18 août 1951

Adjudants.

Badet (Jean), 4/2 régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 21 avril 1950.
Boucheix (Fernand), 12e régiment d'artillerie anti-aérienne coloniale, B. S. auto. — 10 mai 1950.
Grosjean (Paul), 12e régiment d'artillerie anti-aérienne coloniale, B. S. d'arme. — 10 mai 1950.
Bernardini (Dominique), dépôt des isolés des troupes coloniales, B. E. de comptabilité. — 12 mai 1950.
Raynaud (Georges), 458e groupe d'artillerie anti-aérienne coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 12 mai 1950.
Denninger (Marcel), 1/7e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 3 juillet 1950.
Ballay (André), 1/3e régiment d'artillerie coloniale, B. S. d'arme. — 3 juillet 1950.
Herboth (Antoine), 1er régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 1 d'arme. — 8 décembre 1950.
Morelli (Etienne), 1er régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 1 d'arme. — 8 décembre 1950.
Serre (Marcel), 1er régiment d'artillerie coloniale, B. S. d'arme. — 13 février 1951.
Viret (Roger), dépôt des isolés des troupes coloniales, B. E d'arme. — 31 mars 1951.
Capitaine (Jean), 1/11e régiment d'artillerie coloniale, B. C. S. — 25 avril 1951.
Peyrisse (Clément), 1/3e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 1 d'arme. — 28 août 1951.

Maréchaux des logis chefs.

Biggio (Robert), 1/8e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 19 juillet 1951.
Aunis (Guy), 1/8e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 15 septembre 1951
Lagorce (René), 1/2e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 trans. — 15 septembre 1951.

Maréchaux des logis.

Ripoche (Roger), 1/2e régiment d'artillerie coloniale, brevet de trompette. — 19 août 1946.
Vasseur (André), 1/7e régiment d'artillerie coloniale, 251 trans. — 8 juillet 1950.
Carnet (Claude), 12e régiment d'artillerie anti-aérienne coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 4 avril 1951.
André (Denis), 12 régiment d'artillerie anti-aérienne coloniale, C. A. T. 2 d'arme. — 25 avril 1951.
Danis (Jean), groupement d'instruction des matériels et des bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 d'arme. — 30 mai 1951.

C. — Service des matériels et bâtiments coloniaux.

COMPTABLES

Adjudants-chefs.

Morel (Charles), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, B. E. de comptabilité. — 8 février 1950.
Lesongeur (Marcel), établissement central des magasins d'outre-mer à Saint-Denis (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. S. de comptabilité. — 14 janvier 1951.

Maréchal des logis-major.

Duc (Pierre), 12e régiment d'artillerie antiaérienne coloniale, B. E. de comptabilité. — 20 février 1951.

Maréchaux des logis.

Bernard (André), 1er régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 2 de comptabilité. — 29 janvier 1951.
Legacon (René), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 de comptabilité. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

AUTOS-CHARS

Maréchal des logis-major.

Bonnet (Roger), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. S. auto. — 28 mars 1951.

ARMEMENT ET OPTIQUE

Maréchaux des logis chefs.

Lardos (Marcel), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. de matériel parachute. — 3 septembre 1951.

Maréchaux des logis.

Rouaud (André), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 d'artificier. — N'a jamais servi.
Lacaze (Guy), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 d'artificier. — 10 janvier 1950.
Foissac (Claude), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. d'artificier. — 7 avril 1950.
Limongi (Antoine), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 d'artificier. — 8 juillet 1950.
Guillaume (Wenceslas), établissement régional de garde du matériel à Miramas, C. A. T. 2 d'artificier. — 17 novembre 1950.
Auguay (Gérard), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. de matériel parachute. — 4 octobre 1951.

ATELIERS GÉNÉRAUX

Adjudant.

Cambou (Jean), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. de charron. — 15 septembre 1949.

Maréchal des logis-major et maréchaux des logis chefs.

Lhomme (Guy), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 d'ajusteur. — N'a jamais servi.
Barthelet (Pierre), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, détaché à l'école d'application du matériel de Fontainebleau, B. S. de mécanique générale. — 9 mai 1949.
Besson (Pierre), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. de charron. — 26 septembre 1950.

Maréchal des logis.

Antonini (Joseph), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 d'ajusteur serrurier. — N'a jamais servi.

CONSTRUCTIONS

Adjudant-chef.

Daude (Daniel), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. E. de surveillant de travaux. — 14 janvier 1951.

Adjudants.

Montagnac (Maurice), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. de surveillant de travaux. — 3 janvier 1951.
Neris (Gabriel), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. E. de surveillant de travaux. — 20 février 1951.

Maréchal des logis-major et maréchal des logis chef.

Chevrier (Charles), 24e régiment d'infanterie coloniale, B. E. de surveillant des travaux. — 27 juillet 1950.
Hoareau (Jean), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. de surveillant de travaux. — 14 novembre 1950.

Maréchaux des logis.

Josset (Maurice), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, C. A. T. 2 de maçon. — N'a jamais servi.
Clouet (Joseph), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. E. d'engins mécaniques. — 19 février 1950.
Petit (Marc), groupement d'instruction des matériels et bâtiments coloniaux, B. S. de conducteur de travaux. — 27 juin 1950.
Duchesne (Robert), dépôt des isolés des troupes coloniales, B. E. de surveillant de travaux. — 20 janvier 1951.

D. — Agents des corps de troupe coloniaux.

Adjudant-chef.

Marchi (Antoine), dépôt des isolés des troupes coloniales, B. S. de comptabilité. — 19 février 1949.

Sergent-major et sergents-chefs.

Colombet (Georges), centre colonial d'instruction des transmissions, B. E. de comptabilité. — 7 mai 1951.
Joly (Maurice), 110e régiment d'infanterie coloniale, B. E. de comptabilité. — Volontaire pour servir hors-tour en Indochine.
Lolent (Juliano), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes, B. E. de comptabilité. — Volontaire pour servir hors-tour en Indochine.

E. — Chancellerie coloniale.

Sergent-major et sergent-chef.

Fourche (Jean-Pierre), ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. E. de chancellerie. — 24 avril 1950.
Anselme (Roger), compagnie d'état-major des troupes coloniales, C. A. T. 2 de chancellerie. — 15 octobre 1950.

Sergent.

Bonnet (Pierre), 1re demi-brigade coloniale de commandos parachutistes, C. A. T. 2 de chancellerie. — 25 mai 1951.

F. — Intendance coloniale.

Adjudant-chef.

Theau (Bernard), intendance de la France d'outre-mer à Marseille, B. E. exploitation. — 23 octobre 1950 (date fictive).

Adjudant.

Cousin (Camille), ministère de la France d'outre-mer, direction des affaires militaires (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. S. de bureaux. — 12 mai 1951.

Sergent-major et sergent-chef.

Beaudoire (Gilbert), service administratif de la direction des troupes coloniale (rattaché pour administration à la compagnie d'état-major des troupes coloniales), B. E. de bureaux. — 9 avril 1950.
Bellance (Marius), centre de comptabilité des troupes coloniales en métropole, C. A. T. 2 de bureaux. — 1er août 1951.

Sergents.

Veslin (Armand), intendance de la France d'outre-mer à Marseille, B. E. exploitation. — 21 avril 1950.
Loredon (Lucilien), intendance de la France d'outre-mer à Marseille, C. A. T. 2 exploitation. — 3 septembre 1951.

CORDONNIER

Caporal-chef.

Taddei (Pierre), 3e régiment d'infanterie coloniale, C. A. d'ouvrier spécialiste cordonnier.

C. — **Service de santé colonial.**

Adjudants-chefs.

Vanrobays (Emile), 1/3e régiment d'artillerie coloniale, B. S. de maître infirmier. — 3 octobre 1951.
Benard (Julien), hôpital militaire n° 294, B. E. d'infirmier. — 7 octobre 1951.

Sergents-chefs.

Schreiber (Auguste), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. E. d'infirmier. — N'a jamais servi.
Pichot (Raoul), 2/3e régiment d'artillerie coloniale, C. A. T. 1 d'infirmier. — 10 octobre 1950.
Forestier (Paul), hôpital militaire n° 294, B. E. d'infirmier. — 9 décembre 1950.
Girault (Albert), base de transit militaire interarmes du Maroc, C. A. T. 2 de secrétaire comptable. — 13 octobre 1951.
Mormin (Marcel), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, B. E. d'infirmier. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

Sergents.

Forestier (André), hôpital militaire n° 294, C. A. T. 2 d'infirmier. — N'a jamais servi.
Marais (Jacques), hôpital militaire n° 294, C. A. T. 2 d'infirmier. — 3 juillet 1951.
Marchand (Yves), section mixte des infirmiers militaires des troupes coloniales, C. A. T. 2 d'infirmier. — 13 octobre 1951.
Guesdon (Romain), groupement d'instruction et de transit colonial en métropole, C. A. T. 2 d'infirmier. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.
Gueye (Alioune), 3e régiment d'infanterie coloniale, B. E. d'infirmier. — Volontaire pour servir hors tour en Indochine.

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décret n° 52-1005 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois au service des enquêtes économiques.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, notamment son article 1er;

Vu le décret n° 50-1211 du 29 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 avril 1950 susvisée,

Décrète:

Art. 1er. — Sont supprimés au service des enquêtes économiques les emplois ci-après:

Trente-cinq agents de bureau du cadre complémentaire;
Trente-cinq auxiliaires de bureau;
Trois auxiliaires de service;
Six agents de service du cadre complémentaire;
Cinq chauffeurs auxiliaires.

Art. 2. — Sont créés au service des enquêtes économiques, les emplois permanents ci-après:

Soixante-dix agents de bureau, dont dix-sept aides-commis;
Cinq conducteurs d'automobile de deuxième catégorie;
Neuf agents de service.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1er janvier 1951.

Fait à Paris, le 30 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
TONY RÉVILLON.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
GUY PETIT.

Décret n° 52-1006 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois à l'institut national de la statistique et des études économiques.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, notamment son article 1er;

Vu le décret n° 50-1211 du 29 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 avril 1950 susvisée,

Décrète:

Art. 1er. — Sont supprimés à l'institut national de la statistique et des études économiques les emplois ci-après:

Trois cent trente-deux agents de bureau du cadre complémentaire;
Mille quarante-six auxiliaires de bureau;
Deux cent quarante employés de bureau sur contrat;
Vingt-neuf auxiliaires de service;
Cinquante-deux agents de service du cadre complémentaire;
Cinq auxiliaires électriciens;
Dix auxiliaires dessinateurs.

Art. 2. — Sont créés à l'institut national de la statistique et des études économiques, les emplois permanents ci-après:

Soixante-cinq adjoints techniques;
Six cent cinquante commis;
Huit cent quatre-vingt-trois agents de bureau, dont deux cent vingt et un aides-commis;
Trente-cinq sténodactylographes;
Huit conducteurs d'automobile de deuxième catégorie;
Un brigadier-chef;
Deux brigadiers;
Deux ouvriers professionnels de première catégorie;
Trois ouvriers professionnels de troisième catégorie;
Soixante-cinq agents de service.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1er janvier 1951.

Fait à Paris, le 30 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
TONY RÉVILLON.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
GUY PETIT.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Refus d'un legs de tableaux au musée des Gobelins.

Par arrêté du 9 août 1952, est refusé le legs de tableaux fait au profit du musée des Gobelins par Mme veuve Aubril, née Marie (Adèle), décédée le 18 mars 1951, à Beaulieu-sur-Dordogne (Corrèze).

Remise de débet.

Par arrêté du 19 août 1952, il est fait remise gracieuse à Mme veuve Bellot, mère de Mlle Bellot (Huguette), ancienne élève maîtresse de l'école normale d'institutrices de Charleville, décédée, de la somme de 15.054 F dont elle reste redevable envers le Trésor sur une dette de 30.004 F, à titre de remboursement des frais de pension de sa fille à ladite école.

Constitution auprès de chaque recteur d'une commission administrative paritaire des agents de service et aides de laboratoire des écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, notamment l'article 22;

Vu le décret du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946;

Vu le décret du 7 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des corps d'agents de service et d'aides de laboratoire des écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est constitué auprès de chaque recteur une commission administrative paritaire des agents de service et aides de laboratoire des écoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices.

Art. 2. — Les représentants de l'administration et du personnel sont répartis conformément au tableau ci-après:

GRADE	NOMBRE	
	Titulaires.	Suppléants.
Représentants de l'administration.		
Recteur président, ou un inspecteur d'académie	1	1
Inspecteur d'académie	1	1
Directrices d'écoles normales primaires d'institutrices	2	2
Directeurs d'écoles normales primaires d'instituteurs.	2	2
Une intendante d'école normale primaire d'institutrices	1	1
Un intendant d'école normale primaire d'instituteurs.	1	1
Représentants du personnel.		
Agents spécialistes:		
1re catégorie ou infirmières et infirmiers diplômés.	2	2
2e catégorie ou aides de laboratoires spécialisés.	2	2
3e catégorie ou aides de laboratoires non spécialisés	2	2
Agents non spécialistes ou dactylographes-ronéotypistes	2	2

Art. 3. — En vue des élections des représentants du personnel aux commissions prévues par l'article 2 du présent arrêté, des bureaux de vote seront constitués dans chaque académie.

Le président et le secrétaire du bureau sont désignés par le recteur de l'académie. Chaque bureau comprend en outre des candidats habilités à représenter les listes d'élections.

Art 4. — Le vote a lieu dans tous les cas par correspondance.

Au jour fixé pour le scrutin chaque électeur insère son bulletin dans une enveloppe, la cachette, puis la place dans un second pli portant au verso sa signature, son nom, son grade et la mention: « Election à la commission administrative paritaire des agents de service des écoles normales ».

Le vote est adressé par envoi postal recommandé au recteur

Art. 5. — Le dépouillement des votes a lieu trois jours francs après la date du scrutin.

Il sera fait un procès-verbal des opérations. Les plis parvenus après le dépouillement seront retournés aux intéressés avec l'indication de la date de leur réception.

Art. 6. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 août 1952.

Le ministre de l'éducation nationale,
ANDRÉ MARIE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
ROGER GRÉGOIRE.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret du 29 août 1952 portant modification de la liste des ports où sont constituées des commissions de visite des navires et de ceux où sont établis des services d'inspection de la navigation maritime.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu la loi du 16 juin 1933 sur la sécurité de la navigation maritime et de l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance et notamment ses articles 6 et 15.

Vu le décret du 17 novembre 1908 portant désignation des ports où seront constituées des commissions de visite des navires et ceux où il sera établi des services d'inspection de la navigation, modifié le 15 mars 1942 et le 8 décembre 1947,

Décrète:

Art. 1er. — Un centre d'inspection de la navigation maritime est créé à Martigues.

Ses attributions s'exercent dans les limites du quartier d'inscription maritime de Martigues qui cesse de dépendre du centre de Marseille.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
ANDRÉ MORICE.

Décret du 29 août 1952 portant admission à la retraite d'un ingénieur des ponts et chaussées.

Par décret en date du 29 août 1952, M. Larrieu (Jean), ingénieur de 1re classe des ponts et chaussées (cadre spécial des bases aériennes) est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté par application de l'article 4 du décret du 23 mai 1951 (code des pensions): 62 ans d'âge, 33 ans de services.

Cette disposition prend effet à compter du 16 août 1952.

La cessation des fonctions de l'intéressé est fixée à la même date.

Décret du 29 août 1952 acceptant la démission d'un ingénieur en chef de 1re classe des ponts et chaussées et lui conférant l'honorariat.

Par décret en date du 29 août 1952, est acceptée, pour compter du 27 juillet 1952, la démission de M. Dufrier (Georges-André), ingénieur en chef de 1re classe des ponts et chaussées, en congé hors cadre auprès de la Société nationale des chemins de fer français.

M. Dufrier est nommé ingénieur en chef honoraire des ponts et chaussées.

Décret n° 52-1007 du 30 août 1952 portant transformation d'emplois dans les services extérieurs du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, et notamment son article 1er;

Vu le décret n° 50-1211 du 29 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 avril 1950 susvisée,

Décrète:

Art. 1er. — Sont supprimés, dans les services extérieurs du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, les emplois ci-après:

Quarante-cinq agents contractuels de troisième catégorie;
Quatre mille cinq cent quatre-vingt-cinq auxiliaires de bureau;
Mille soixante-dix agents de bureau du cadre complémentaire;
Quatre cents employés de bureau sur contrat.

Art. 2. — Sont créés, dans les services extérieurs du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, les emplois permanents ci-après:

Deux cent cinquante adjoints techniques;
Mille neuf cent vingt commis;
Sept cent cinquante sténodactylographes;
Trois mille cent quatre-vingts agents de bureau, dont sept cent quatre-vingt-dix-huit aides-commis.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1er janvier 1951.

Fait à Paris, le 30 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
ANDRÉ MORICE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
JEAN-MOREAU.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
GUY PETIT.

Agrément de l'aérodrome privé des Monédières (Corrèze).

Par arrêté du 12 août 1952, l'aérodrome privé établi à Chaumeil (Corrèze) par l'Association aéronautique de vol sans moteur des Monedières, dont le siège social est, 11, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Brive (Corrèze), dénommé aérodrome des Monedières et défini par la notice technique annexée au présent arrêté, est agréé dans les conditions fixées ci-après. Cet aérodrome qui n'est pas gardienné, est inscrit sur la liste n° 5/C de l'arrêté du 6 février 1947 des aérodromes privés comme étant réservé uniquement au vol à voile; seuls les départs au treuil y sont autorisés.

Agrément de l'aérodrome privé de Vauville (Manche).

Par arrêté du 12 août 1952, l'aérodrome privé établi au lieudit Camp Maneyrol, à Vauville (Manche), et dont l'utilisateur principal est l'Aéro-Club de Cherbourg et de la Manche, dont le siège social est, 3, place de la Fontaine, à Cherbourg (Manche), dénommé aérodrome de Vauville et défini par la notice technique annexée au présent arrêté, est agréé. Cet aérodrome est inscrit sur la liste n° 5/C de l'arrêté du 6 février 1947 comme étant agréé pour le vol à voile et les avions légers de servitude qui y sont basés.

Agrément de l'aérodrome privé de Castelnau-Magnoac (Hautes-Pyrénées).

Par arrêté du 13 août 1952, l'aérodrome privé établi au lieudit Claret, commune de Castelnau-Magnoac (Hautes-Pyrénées), par l'Aéro-Club de Castelnau-Magnoac, dont le siège social est à la mairie de cette commune, dénommé aérodrome de Castelnau-Magnoac et défini par la notice technique annexée au présent arrêté, est agréé. Cet aérodrome, qui n'est pas gardienné, est inscrit sur la liste n° 5/B de l'arrêté du 6 février 1947 des aérodromes privés agréés pour les appareils lents et légers qui y sont basés.

Approbation de l'acte de concession et du cahier des charges particulier pour la construction et l'exploitation de la gare routière publique de voyageurs d'Arras.

Par arrêté du 25 août 1952, est approuvé, avec le cahier des charges y annexé, l'acte de concession intervenu, le 15 mai 1951, entre le préfet du Pas-de-Calais, agissant au nom du département, et M. Méric, président de la chambre de commerce d'Arras, agissant au nom de ladite compagnie, pour la construction et l'exploitation d'une gare routière publique de voyageurs à Arras, sous les conditions imposées par le cahier des charges général approuvé par décret du 16 mars 1948 et par le cahier des charges particulier annexé à l'acte de concession.

Modification à la composition de la commission administrative paritaire des agents supérieurs du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi précitée relatif notamment aux commissions administratives paritaires;

Vu l'arrêté du 6 janvier 1948 portant création de commissions administratives paritaires à l'administration centrale du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme,

Arrêtent:

Article unique. — L'arrêté précité du 6 janvier 1948 est modifié comme suit:

COMMISSIONS administratives paritaires.	NOMBRE de représentants de l'administration.	DÉSIGNATION des représentants du personnel.	
.....	.....	.....	
N° 2. — Agents supérieurs et chefs de bureau, sous-chefs de bureau et rédacteurs principaux et rédacteurs de la direction générale du tourisme.	3 titulaires. 3 suppléants.	Agents supérieurs de 1re classe et chefs de bureau.	1 titulaire. 1 suppléant.
		Agents supérieurs de 2e classe et sous-chefs de bureau.	2 titulaires. 2 suppléants.
		Agents supérieurs de 3e classe et rédacteurs principaux et rédacteurs.	2 titulaires. 2 suppléants.
.....	.....	.....	

Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 août 1952.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,
ANDRÉ MORICE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
ROGER GRÉGOIRE.

Aménagement des cotisations versées à la caisse générale de prévoyance par les pensionnés de l'établissement national des invalides de la marine.

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 août 1952, page 8410, 1re colonne:

Au lieu de:

Pour les pensionnés ayant 15 à 19 annuités: 1/2 sur le tarif moyen de 17 annuités 1/2.
Pour les pensionnés ayant de 20 à 24 annuités: 1/2 sur le tarif moyen de 22 annuités 1/2.
Pour les pensionnés ayant de 25 à 29 annuités: 1/2 sur le tarif moyen de 27 annuités 1/2.
Pour les pensionnés ayant de 30 à 34 annuités: 1/2 sur le tarif moyen de 32 annuités 1/2.
Pour les pensionnés ayant de 35 à 37 annuités: 1/2 sur le tarif moyen de 16 annuités 1/2.

2° En ce qui concerne la caisse générale de prévoyance:

Le taux de 1,25 p. 100 sera appliqué:

Pour les pourcentages d'invalidité: jusqu'à 50 p. 100 sur le tarif de 50 p. 100.
Pour les pourcentages d'invalidité: de 51 à 70 p. 100 sur le tarif de 60 p. 100.
Pour les pourcentages d'invalidité: de 71 à 90 p. 100 sur le tarif de 80 p. 100.
Pour les pourcentages d'invalidité: de 91 à 100 p. 100 sur le tarif de 95 p. 100.

Lire:

Pour les pensionnés ayant de 15 à 19 annuités 1/2: sur le tarif moyen de 17 annuités 1/2.
Pour les pensionnés ayant de 20 à 24 annuités 1/2: sur le tarif moyen de 22 annuités 1/2.
Pour les pensionnés ayant de 25 à 29 annuités 1/2: sur le tarif moyen de 27 annuités 1/2.
Pour les pensionnés ayant de 30 à 34 annuités 1/2: sur le tarif moyen de 32 annuités 1/2.
Pour les pensionnés ayant de 35 à 37 annuités 1/2: sur le tarif moyen de 36 annuités 1/2.

2° En ce qui concerne la caisse générale de prévoyance:

Le taux de 1,25 p. 100 sera appliqué:

Pour les pourcentages d'invalidité jusqu'à 50 p. 100: sur le tarif de 50 p. 100.
Pour les pourcentages d'invalidité de 51 à 70 p. 100: sur le tarif de 60 p. 100.
Pour les pourcentages d'invalidité de 71 à 90 p. 100: sur le tarif de 80 p. 100.
Pour les pourcentages d'invalidité de 91 à 100 p. 100: sur le tarif de 95 p. 100.

Liste des candidats admis à l'emploi d'adjoint technique des ponts et chaussées.

(Concours de 1952.)

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 août 1952, page 8357:

N° 3, au lieu de: « Coghe », lire: « OOghe (André), Lille ».
N° 12, au lieu de: « Murat », lire: « Daurat (Paul), Lille ».
N° 24, au lieu de: « Cleynat », lire: « Gleynat (Henri), Grenoble ».
N° 58, au lieu de: « Dammam », lire: « Damman (Paul), Lille ».
N° 105, au lieu de: « Tortolacci », lire: « Torcolacci (Vincent), Nice ».
N° 111, au lieu de: « Ghoux », lire: « Choux (Jean-Claude), Dijon ».
N° 121, au lieu de: « Dugognon », lire: « Dudognon (Guy), Lille ».

Liste des candidats admis à se présenter aux épreuves écrites du concours d'accès au corps des administrateurs de l'inscription maritime (3 septembre 1952).

Additif au *Journal officiel* du 22 août 1952: page 8380, 2e colonne, 69e ligne, ajouter: « M. Tanguy ».

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Fonds de concours.

Par arrêté en date du 28 août 1952, il a été ouvert à titre de fonds de concours sur le budget du ministère de l'industrie et du commerce pour l'exercice 1952, un crédit d'un montant de 15.522.217 F se répartissant comme suit:

Chap. 3010. — Administration centrale. — Remboursement de frais	16.618 F.
Chap 3020. — Direction des mines et de la sidérurgie. — Services extérieurs. — Ecoles nationales supérieures et écoles techniques des mines. — Matériel.	3.880.139
Chap 3060. — Direction des industries chimiques. — Laboratoire central des services chimiques de l'Etat. — Matériel	1.246.085
Chap 3130. — Travaux d'équipement et d'entretien	10.000.000
Chap 5010. — Encouragement à l'artisanat	379.375
Total	15.522.217 F.

Mines.

Par arrêté en date du 27 août 1952, M. Heliot (Pierre), inscrit au tableau d'avancement pour 1952, a été promu à la 1re classe (1er échelon) du grade d'ingénieur des mines à compter du 1er janvier 1952.

Par arrêté en date du 27 août 1952, annulant et remplaçant l'arrêté du 27 juin 1952, M. de Buttet (Humbert), ingénieur des travaux publics de l'Etat (mines) de classe exceptionnelle, maintenu en activité pour une période de deux ans, à compter du 3 août 1950 (art 2 du décret du 18 décembre 1948), est, en sa qualité de professeur à l'école technique des mines d'Alès, maintenu en activité pour une nouvelle période expirant le 30 septembre 1952, fin de l'année scolaire.

M. de Buttet est admis, à partir du 1er octobre 1952, à faire valoir ses droits à la retraite.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 52-1008 du 30 août 1952 portant modification du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement;

Vu le décret n° 46-2356 du 24 octobre 1946 déterminant les conditions dans lesquelles la caisse centrale de la France d'outre-mer effectue les opérations autorisées par la loi du 30 avril 1946;

Vu l'article 70 de la loi du 31 mars 1952 et le décret n° 47-850 du 16 mai 1947 portant règlement d'administration publique pour la fixation des conditions et limites d'attribution aux collectivités et établissements publics d'avances pour insuffisance momentanée de trésorerie;

Vu la loi n° 47-1629 du 29 août 1947 fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites « Grands Conseils »;

Vu la loi n° 46-2152 du 7 octobre 1946, relative aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer et les décrets du 25 octobre 1946 portant institution d'assemblées représentatives, territoriales et provinciales à Madagascar, en Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française, au Cameroun, au Togo, dans les Etablissements français de l'Océanie, dans les Etablissements français de l'Inde, dans le territoire des Comores, et organisation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et de Saint-Pierre et Miquelon;

Vu la loi n° 50-1001 du 19 août 1950 fixant le régime électoral, la composition et la compétence de l'assemblée représentative territoriale de la Côte française des Somalis,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions des articles 72, 73, 77, 84, 85, 86 et 264 du décret du 30 décembre 1912 sont abrogées et remplacées par les suivantes:

« *Art.* 72. — Les budgets présentent séparément:

« D'une part, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires;

« D'autre part, les recettes extraordinaires, les dépenses d'équipement et d'investissement. »

« *Art.* 73. — Les recettes ordinaires comprennent:

« Le produit des impôts, contributions et taxes de toute nature;

« Les revenus du domaine immobilier, agricole, forestier, minier et industriel, ainsi que des valeurs mobilières;

« Le produit des cessions et prestations des services et des exploitations industrielles;

« Le produit de toutes les cessions, y compris celles aux services publics, effectuées par les magasins d'approvisionnement;

« Les contributions, subventions et fonds de concours pour dépenses de fonctionnement;

« Les dons et legs;

« Les produits divers et accidentels;

« Les prélèvements ordinaires et exceptionnels sur la caisse de réserve destinés à faire face à des dépenses imprévues autres que celles d'investissement;

« Le produit des avances de trésorerie pour lesquelles une autorisation préalable a été accordée. »

« *Art.* 77. — Les dépenses ordinaires comprennent:

« La charge de l'intérêt et de l'amortissement de tous les emprunts contractés par le territoire et des avances qui lui ont été consenties;

« Le service de la dette viagère;

« Les contributions, ristournes et reversements résultant de dispositions légales ou réglementaires ainsi que les contributions et participations exigibles d'origine contractuelle;

« Les dépenses de personnel et de matériel pour le fonctionnement des services publics;

« Les dépenses diverses ou accidentelles;

« Les subventions de toute nature, à l'exception de celles concernant l'équipement ou l'investissement;

« Eventuellement, la participation aux dépenses d'équipement et d'investissement. »

« *Art.* 84. — Les recettes extraordinaires comprennent:

« Le versement éventuel de la section ordinaire pour le financement des dépenses d'équipement et d'investissement;

« Le produit des emprunts et avances pour le financement des dépenses d'équipement et d'investissement;

« Les contributions, subventions et fonds de concours pour le financement des dépenses d'équipement et d'investissement;

« Le produit de la réalisation de biens immobiliers et de valeurs mobilières à l'exception de celles de la caisse de réserve;

« Les prélèvements exceptionnels sur la caisse de réserve pour dépenses d'équipement et d'investissement.

« *Art.* 85. — Les dépenses d'équipement et d'investissement comprennent:

« La contribution du territoire au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.);

« Les contributions et subventions pour les dépenses d'équipement et d'investissement intéressant les territoires;

« Les dépenses pour acquisitions d'immeubles, pour travaux neufs, pour achat de matériel n'ayant pas le caractère de dépenses de renouvellement, autres que celles comprises dans les programmes financés par le F. I. D. E. S.;

« Les participations à la constitution du capital de sociétés d'Etat ou de sociétés d'économie mixte ».

« *Art.* 86. — La partie des budgets comprenant les recettes extraordinaires et les dépenses d'équipement et d'investissement est préparée, délibérée et rendue exécutoire dans les mêmes conditions que la partie des budgets comprenant les recettes et les dépenses ordinaires ».

« *Art.* 264. — Les prélèvements exceptionnels sur la caisse de réserve prévus aux articles 73 et 84 ci-dessus sont soumis aux mêmes procédures que les budgets eux-mêmes.

« Les actes autorisant ces opérations sont transmis au ministre des finances et au ministre de la France d'outre-mer ».

Art. 2. — Les dispositions de l'article 88 du décret du 30 décembre 1912 sont abrogées

Art. 3. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 91 du décret du 30 décembre 1912 sont modifiées comme suit:

« *Art.* 91. — Les fonds versés par l'Etat, les autres territoires d'outre-mer, les communes et les particuliers pour concourir avec les fonds du budget général ou local à des dépenses d'intérêt public sont portés en recettes audit budget, conformément aux dispositions des articles 73 et 84 ci-dessus ».

Art. 4. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1er janvier 1953 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

Le ministre de la France d'outre mer,

PIERRE PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat au budget,

JEAN-MOREAU.

Tour de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret.

Embarquement à partir du 1er octobre 1952.

(Toutefois, les fonctionnaires qui devaient s'embarquer en septembre et qui ont reçu des ordres à cet effet rejoindront leur poste à la date primitivement fixée.)

Les personnels ci-après désignés seront, dès notification, soumis aux vaccinations réglementaires s'il y a lieu.

Ils devront, s'ils le désirent, adresser au chef du service administratif (Bordeaux ou Marseille) une demande d'autorisation d'emmener leur famille outre-mer, en indiquant la composition de cette dernière. Le chef du service statuera par délégation du ministre.

Les départs pourront avoir lieu par voie aérienne ou par voie maritime; il est recommandé aux intéressés de préparer en conséquence leurs bagages de route.

Les embarquements par voie maritime auront lieu à la diligence des services de Bordeaux et de Marseille; les départs par voie aérienne, à la diligence de la direction du personnel de l'administration centrale (régulation maritime et aérienne).

Les demandes de sursis d'embarquement appuyées de toutes pièces justificatives seront à adresser au service administrateur compétent.

ADMINISTRATEURS

Groupe des administrateurs en chef.

Pour servir en Afrique occidentale française.

MM. Liotard (Roger), Ferlande (Lucien).

Pour servir en Afrique équatoriale française,

MM. Granier (René), Le Bouder (Louis).

Groupe des administrateurs.

Pour servir en Afrique occidentale française.

MM. Latruffe (Jean), Parthenay (Auguste), Chauvet (Jean).

Pour servir en Afrique équatoriale française,

M. Gasmann (Jean).

Groupe des administrateurs adjoints et élèves administrateurs.

Pour servir en Afrique occidentale française.

MM. Jeudy (André), Avalli (René).

Pour servir en Afrique équatoriale française,

M. Mus (Gilbert).

MAGISTRATS D'OUTRE-MER

Groupe des magistrats des 3e au 6e degrés.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Bonnecaze.

Groupe des magistrats des 11e au 14e degrés et attachés de parquet.

Pour servir en Afrique occidentale française.

MM. Cremezi; de Labrusse (rejoindra immédiatement); Le Guillou.

Pour servir en Afrique équatoriale française.

MM. Catherine (rejoindra immédiatement), Henne (rejoindra immédiatement), Martin (rejoindra immédiatement).

GREFFIERS

Groupe des greffiers en chef des tribunaux de première instance et des justices de paix à compétence étendue.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Peraldi (rejoindra immédiatement).

TRANSMISSIONS D'OUTRE-MER

PERSONNEL SUPERIEUR

SERVICES DE L'EXPLOITATION

Groupe des chefs de section, inspecteurs et inspecteurs adjoints (toutes branches).

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Lescarret (Roger).

Pour servir au Cameroun,

MM. Peyre (André), Berard (Jean).

Pour servir à Madagascar.

M. Le Cloirec (Robert).

PERSONNEL DE CONTROLE ET DE MAITRISE

SERVICES DE L'EXPLOITATION

Groupe des chefs de centre, chefs de poste et sous-chefs de poste.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Gaillard (Jean).

Pour servir en Afrique équatoriale française,

MM. Bes (Maurice), Maguet (Jean).

Pour servir à Madagascar.

M. Lacroix (Louis).

LIGNES ET INSTALLATIONS P. T. T.

Groupe des vérificateurs principaux et vérificateurs.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Valette.

ADMINISTRATION GENERALE

Groupe des chefs de bureau.

Pour servir en Afrique occidentale française.

MM. Grellier (Roger), Estrade (Jean), Lanes (Fernand).

Groupe des sous-chefs de bureau, rédacteurs et rédacteurs stagiaires.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Jean (Roland).

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Barrin (Honoré).

CHIFFRE

Groupe des chiffreurs et chiffreurs stagiaires.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Baud (Pierre).

TRESORERIES

Groupe des commis principaux de 3e et 4e classe et commis.

Pour servir à Madagascar.

M. Dijoux (Léonel).

INFIRMIERES ET SAGES-FEMMES

Groupe des infirmières principales et infirmières.

Pour servir en Afrique occidentale française.

Chabellard (Marie-Louise).

Groupe des sages-femmes principales et sages-femmes.

Pour servir en Afrique occidentale française.

Eggemberger (Simone).

Pour servir au Cameroun.

Briesaud (Germaine).

AGRICULTURE

Groupe des ingénieurs en chef et principaux.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Vitart (Jean).

Groupe des ingénieurs et ingénieurs adjoints.

Pour servir au Cameroun.

M. Simon (Bernard).

ELEVAGE

Groupe des inspecteurs en chef et inspecteurs principaux.

Pour servir au Cameroun.

M. Larde.

Pour servir à Madagascar.

M. Chavatte (Michel).

Groupe des inspecteurs et stagiaires.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Rivière (Raymond).

EAUX ET FORETS

Groupe des conservateurs.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Bellourd (Pierre).

GEOLOGIE

Groupe des géologues et géologues assistants.

Pour servir en Afrique équatoriale française.

M. Wacrenier (Philippe).

PORTS ET RADES

Groupe des capitaines et lieutenants de port.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Morin (Roland).

TRAVAUX PUBLICS, MINES, TECHNIQUES INDUSTRIELLES

Groupe des ingénieurs en chef et ingénieurs principaux de 1re classe des travaux publics, mines, techniques industrielles.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Boudic (Louis).

Groupe des ingénieurs des 1re, 2e, 3e, 4e classes et ingénieurs adjoints de 1re et 2e classe des travaux publics.

Pour servir en Afrique occidentale française.

M. Degout (David) (mines).

Groupe des ingénieurs adjoints de 3e, 4e classe et adjoints techniques des travaux publics, mines, techniques industrielles.

Pour servir à Madagascar.

M. Sabatier (Maurice) (rejoindra immédiatement).

Rectificatif au tour de service du 1er août 1952 (*Journal officiel* des 1er août 1952, p. 782, et 19 août 1952, p. 8310) :

Administrateurs.

Groupe des administrateurs.

Pour servir en Afrique équatoriale française.

Rayer : « M. Crus (Raynaud) ».

Pour servir au Cameroun.

Ajouter : « M. Crus (Raynaud) ».

Groupe des administrateurs adjoints.

Pour servir en Afrique équatoriale française.

Rayer : « M. Carli (Antoine) ».

Pour servir au Togo.

Ajouter : « M. Carli (Antoine) ».

Travaux publics.

Groupe des ingénieurs et ingénieurs adjoints

Pour servir en Afrique équatoriale française.

Rayer : « M. Rodary (Pierre) ».

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Enregistrement et approbation des statuts de la caisse primaire de sécurité sociale du Morbihan.

Par arrêté en date du 27 août 1952, ont été enregistrés et approuvés les statuts de la caisse primaire de sécurité sociale du Morbihan, dont le siège est à Vannes, rue Lieutenant-Colonel Maury, et qui a été enregistrée sous le n° 59-I.

Enregistrement et approbation des statuts de l'union de la caisse régionale de sécurité sociale pour le Sud-Est et de la caisse primaire de sécurité sociale des Alpes-Maritimes.

Par arrêté en date du 27 août 1952, ont été enregistrés et approuvés les statuts de l'union de la caisse régionale de sécurité sociale pour le Sud-Est et de la caisse primaire de sécurité sociale des Alpes-Maritimes, pour la gestion du centre de rééducation et de reclassement professionnels de Nice et pour des réalisations en commun d'un programme d'action sanitaire et sociale.

Cette union, dont le siège est à Nice, 25, avenue de Flirey, a été enregistrée sous le n° 06-XI.

Institutions de prévoyance et caisses de retraites.

Par arrêté du 28 août 1952, est approuvé le règlement de l'Institution de prévoyance des ingénieurs, cadres et assimilés Anjou-Pasquier (I. P. I. C. A. A. P.), 15, rue Pasquier, à Paris (8e), autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du décret modifié du 8 juin 1946.

Par arrêté du 28 août 1952, a été approuvé le règlement intérieur de la caisse de retraites bancaire du groupe du Crédit industriel, 66, rue de la Victoire, Paris, autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du décret modifié du 8 juin 1946.

Approbation des statuts de sociétés mutualistes.

Par arrêtés du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 29 août 1952, ont été approuvés les statuts des sociétés mutualistes ci-après :

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

La Prévoyante, n° 26-124, à Barbières (Drôme).

La Prévoyance livronnaise, n° 26-125, à Livron

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Décret n° 52-963 modifiant le décret n° 49-1225 du 28 août 1949, modifié, portant statut des personnels techniciens temporaires du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Rectificatif au *Journal officiel* du 15 août 1952:

Page 8221, 2e colonne, 3e alinéa, 1re ligne, au lieu de: « Vu le décret n° 49-1225 du 28 août modifié », lire: « Vu le décret n° 49-1225 du 28 août 1949, modifié, ».

Page 8222, 1re colonne, article 4, paragraphe *c*, 3e alinéa, 1re et 2e ligne, au lieu de: « s'ils sont âgés de trente-cinq ans au moins », lire: « s'ils sont âgés de vingt-cinq ans au moins ».

Revision du projet de reconstruction et d'aménagement d'une commune.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 29 juillet 1952, pris en application de l'article 78 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 est ordonnée la revision du projet de reconstruction et d'aménagement de la ville de Laon (Aisne), approuvé le 11 octobre 1947.

Les mesures de sauvegarde qui font l'objet des articles 23 à 28 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 sont remises en vigueur sur le territoire de cette ville.

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 août 1952: page 8566, 1re colonne, 2e alinéa, 1re ligne, au lieu de: « abrogation », lire: « approbation ».

Modification du projet de reconstruction et d'aménagement de la commune d'Ault-Onival (Somme).

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, en date du 13 août 1952, pris en application de l'article 78 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 et de l'article 22 du décret du 21 juin 1945, modifié par le décret du 23 mars 1946, relatif aux projets de reconstruction et d'aménagement des communes sinistrées, est ordonnée la modification du projet de reconstruction et d'aménagement de la commune d'Ault-Onival (Somme).

Cette modification concerne la partie du territoire communal comprise entre la côte et la rue de la Montagne.

Jusqu'à l'approbation du modificatif, les mesures de sauvegarde qui font l'objet des articles 23 à 28 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 sont remises en vigueur sur la partie du territoire de la commune d'Ault-Onival visée ci-dessus.

Modification du projet de reconstruction et d'aménagement de la commune de Veulettes-sur-Mer (Seine-Inférieure).

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, en date du 18 août 1952, pris en application de l'article 78 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 et de l'article 22 du décret du 21 juin 1945 modifié le 23 mars 1946, relatif aux projets de reconstruction et d'aménagement des communes sinistrées, est ordonnée la modification du projet de reconstruction et d'aménagement de la commune de Veulettes-sur-Mer (Seine-Inférieure), approuvé le 15 décembre 1948. Cette modification intéresse la rectification du tracé du C. V. O.-1 dit route de la Vallée et des emprises pour services publics prévus de part et d'autres de cette voie entre le chemin de la Poste et le boulevard des Tennis.

Les mesures de sauvegarde qui font l'objet des articles 23 à 28 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 sont remises en vigueur sur la partie du territoire de cette commune intéressée par la modification visée ci-dessus.

Homologation de coefficients d'adaptation départementaux du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 30 août 1952, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de l'Aude, affectés du coefficient de base 16,80 établi en valeur mai 1952.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de juin 1952 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de mai 1952 le coefficient fixé par l'arrêté du 13 avril 1951 rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels restera en vigueur.

Les coefficients géographiques annexés à l'arrêté du 13 septembre 1949 restent inchangés.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 30 août 1952, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis sont, pour le département de l'Eure, affectés du coefficient de base 20,50 établi en valeur avril 1952.

Ce coefficient sera, jusqu'à une date qui sera indiquée dans le prochain arrêté fixant un nouveau coefficient d'adaptation départemental de base, revalorisé par l'index pondéré départemental mensuel, pour la détermination des coefficients d'adaptation départementaux du mois de juillet 1952 et des mois suivants.

Jusqu'au mois de juin 1952 le coefficient fixé par l'arrêté du 19 mai 1952 rajusté à l'aide des index pondérés départementaux mensuels restera en vigueur.

Les coefficients d'importance de travaux fixés par l'arrêté du 21 avril 1948 (annexe II) sont modifiés comme suit à compter de la date d'application du coefficient d'adaptation départemental du mois de juillet 1952:

MONTANTS VALEUR SEINE 1939	COEFFICIENTS d'importance de travaux.
0 à 2 millions.....	1,00
2 à 5 millions.....	0,98
Au-dessus de 5 millions.....	0,95

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 août 1952: page 8566, 1re mention, 3e alinéa, 4e ligne, au lieu de: « mai 1952 », lire: « juillet 1952 ».

MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Conditions d'attribution de la carte du combattant aux Alsaciens et aux Mosellans qui ont été incorporés de force dans la Wehrmacht au cours de la guerre 1939-1945.

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 août 1952: page 8567, 2e colonne, article 2, 1re ligne, au lieu de: « Art. 2. — Les Alsaciens et Mosellans... », lire: « Art. 2. — Les Alsaciens et les Mosellans... »; article 4, 7e ligne, au lieu de: « en peuvent obtenir », lire: « ne peuvent obtenir ».

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Services extérieurs.

Par arrêté du 13 août 1952, a été nommé receveur de 1re classe à Paris-54 et titularisé dans le grade correspondant, M. Deslous, receveur de 2e classe à Paris-128.

Par arrêtés du 19 août 1952:

Ont été nommés receveurs de 1re classe sur place et titularisés dans le grade correspondant, les receveurs de 2e classe désignés ci-après:

MM. Renolleau, de Carentan.
Gaspari, de Chantilly.

Ont été nommés receveurs de 2e classe sur place et titularisés dans le grade correspondant, les receveurs de 3e classe désignés ci-après:

MM. Effroy, de Rohain-en-Vermandois.
L'Azou, d'Audierne.
Castex, de Saint-Vincent-de-Tyrosse.
Morlas, de Seclin.
Mme Castelain, de la Bassée.

Ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite:

A compter du 1er décembre 1952, M. Mastin, chef de centre de 2e classe à Béthune-Central.

A compter du 1er novembre 1952, M. Houillon, chef de section principal à Paris, centre régional de contrôle des articles d'argent.

Par arrêtés du 21 août 1952:

A été réintégré à compter du 7 juillet 1952 à Lille-Télécommunications, M. Roussel, ingénieur, précédemment en congé de longue durée.

A été réintégré à compter du 1er septembre 1952 à Roubaix-Principal, M. Agulhon, inspecteur adjoint, précédemment détaché au titre de l'article 99 de la loi du 19 octobre 1946, pour exercer les fonctions d'adjoint au maire de la ville de Roubaix.

Par arrêt du 22 août 1952, a été nommé chef de section principal à Paris-Régional et titularisé dans le grade correspondant, M. Villard, chef de section à Paris-Inter.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1952

Réunions de commissions du mardi 2 septembre 1952.

Commission de la défense nationale, à seize heures. — Local n° 217.

Commission des finances, à dix-sept heures. — Local de la commission.

Sous-commission de contrôle des crédits militaires, à quinze heures. — Local de la commission des finances.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Présidence du conseil.

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).

La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 25 août au 30 août 1952:

I. — Notes et études documentaires.

N° 1615. — Chronologie internationale du 1er au 15 août 1952 ..... 25 F.

N° 1648 — La politique des salaires en U. R. S. S..... 75 F.

Abonnement aux « Notes et études documentaires »: six mois, 4.000 F; un an: 7.500 F.

II. — Articles et documents.

N° 2176. — Scandinavie (*La Finlande entre l'Est et l'Ouest. — Le Danemark et le pacte atlantique*).... 20 F.

N° 2177. — Autriche (*L'Autriche et les Etats-Unis. — L'économie autrichienne et l'Occident*)..... 20 F.

N° 2178. — Europe orientale (*La nouvelle constitution de la Pologne. — La Pologne sur la voie du socialisme*) ..... 20 F.

N° 2179. — Allemagne (*Le recrutement militaire en Allemagne orientale. — Une politique extérieure allemande*) ..... 20 F.

N° 2180. — Orient-Occident (*Delhi et Washington. — Le nouveau système judiciaire en Chine. — Un manifeste du Wafd*) ..... 60 F.

Abonnement aux « Articles et documents »: six mois, 2.000 F; un an, 3.800 F.

III. — Problèmes économiques.

(Sélection de presse française et étrangère.)

N° 243 du 26 août 1952 présente, notamment: l'économie du réarmement et ses effets sur l'économie occidentale. — Productivité et structures en France.

Le numéro..... 35 F.

Abonnement aux « Problèmes économiques »: six mois, 1.000 F; un an, 1.800 F.

IV. — Cartes géographiques.

N° 52 — Allemagne: carte économique..... 250 F

V. — Bulletin hebdomadaire de statistique.

(Rédigé par l'institut national de la statistique et des études économiques.)

N° 226 du 30 août 1952 présente, notamment, en variétés statistiques: les prix de gros en France, le commerce extérieur de la France.

Abonnement au « Bulletin hebdomadaire de statistique »: un an, 1.200 F.

Le « Bulletin hebdomadaire de statistique » n'est pas vendu au numéro.

Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e).

Versements et commandes au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e) (C. C. P. Paris 9060-98).

Ministère de la France d'outre-mer.

Avis de délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française, en date du 25 juin 1952, portant création en Afrique occidentale française d'usines exercées pour la fabrication des « cut-backs ».

Le grand conseil de l'Afrique occidentale française a adopté dans sa séance du 25 juin 1952 une délibération portant création en Afrique occidentale française d'usines exercées pour la fabrication des « cut-backs ».

Conformément aux prescriptions de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier des territoires d'outre-mer, il doit être statué sur lesdites délibérations dans les trois mois, par décret pris sur proposition du ministre de la France d'outre-mer, après avis du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre de l'agriculture.

Le délai court du 27 août 1952.

DÉLIBÉRATION N° 32-52/GC

Le grand conseil de l'Afrique occidentale française,

Vu l'article 42 de la loi du 29 août 1947, soumettant les délibérations du grand conseil de l'Afrique occidentale française en matière douanière au régime de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier des territoires d'outre-mer et des décrets pris pour son application;

Vu le décret du 1er juin 1952 portant réglementation du service des douanes en Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'article 25 de l'arrêté du 31 mai 1930, modifié par l'arrêté du 23 juillet 1938, réorganisant les chambres de commerce de l'Afrique occidentale française;

Vu le rapport n° 3515/FD/I, en date du 12 juin 1952, du haut commissaire de la République en Afrique occidentale française;

A pris dans sa séance du 25 juin 1952 la délibération dont la teneur suit:

Article unique. — Le décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes en Afrique occidentale française est complété comme suit:

CHAPITRE XX (*bis*)

Usines exercées par le service des douanes.

« *Art.* 117 bis. — Les usines exercées sont des établissements placés sous la surveillance de l'administration en vue de permettre la mise en œuvre ou la fabrication des produits en suspension des droits dont ils sont passibles.

« *Art.* 117 ter. — Est autorisée la création en Afrique occidentale française d'usines exercées destinées à la fabrication des « cut-backs » par mélange émulsion à chaud de pétrole lampant et de bitumes admis dans ces usines en exemption de droits.

« Les autorisations individuelles d'exploitation seront accordées par arrêté du gouverneur général. Ce texte précisera la réglementation applicable à ces usines et les obligations auxquelles seront astreints les exploitants.

« Fait et délibéré en séance publique, à Dakar, le 25 juin 1952.

« *Le président du grand conseil de l'Afrique occidentale française,*

« Mc BOISSIER-PALUN ».

. . . . . .

Pour extrait certifié conforme:

Dakar, le 1er août 1952.

Le secrétaire général du grand conseil de l'Afrique occidentale française,

A. CADENET.

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

TARIFS DE TRANSPORT
SUR LES CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

1° Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle.

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de supprimer à partir du 1er octobre 1952 le renvoi (*a*) figurant actuellement au chapitre 13 du document d'application n° 7 pour les combustibles minéraux expédiés des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais à destination de Rouen (toutes gares).

(*Paris le 28 août 1952.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle une proposition tendant à compléter, à partir du 15 octobre 1952, le tarif n° 3, chapitres 1er (§§ I et II), 3 (§ VII) et 9 (§ I), comme il est indiqué ci-après:

TARIF N° 3

Fruits et légumes frais, marée, produits de laiterie, viandes, etc...

CHAPITRE 1er. — Société nationale des chemins de fer français.

§ I. — *Marchandises désignées ci-après.*

TARIF général — Série.	MARCHANDISES			BAREMES APPLICABLES D'UNE GARE QUELCONQUE à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français. Par wagon chargé de: 3 tonnes. Minimum.	3 tonnes. Maximum.	5 tonnes. Minimum.	5 tonnes. Maximum.	7 tonnes. Minimum.	7 tonnes. Maximum.	8 tonnes. Minimum.	8 tonnes. Maximum.	10 tonnes. Minimum.	10 tonnes. Maximum.	15 tonnes. Minimum.	15 tonnes. Maximum.
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
3	Lait en bouteilles (162) en régime accéléré.	7	Jusqu'à 99 km.	—	—	52	45	58	51	—	—	65	58	—	—
			Au delà.....	—	—	244	237	250	243	—	—	257	250	—	—
3	Lait en citernes (135) en régime accéléré	7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

(Sans changement.)

§ II. — *Marchandises désignées ci-après.*

D'une gare quelconque à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français par wagon de 3 tonnes.

. . . . . .

Lait en bouteilles (162), lait en citernes (133), en régime accéléré:

Jusqu'à 99 km. barème 31.

Au delà, barème 223.

. . . . . .

CHAPITRE 3. — Société nationale des chemins de fer français.

. . . . . .

§ VII. — Lait en bouteilles (162), lait en citernes (133), en régime accéléré.

. . . . . .

(Le reste sans changement.)

. . . . . .

CHAPITRE 9. — Région Sud-Est.

§ I. — Lait en bouteilles (162), lait en citernes (133), lait en pots (134), en régime accéléré.

. . . . . .

(Le reste sans changement.)

(*Paris le* 28 *août* 1952.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de modifier, comme suit, à partir du 1er octobre 1952, les dispositions du tarif n° 21:

TARIF N° 21.

. . . . . .

CHAPITRE 2. — Société nationale des chemins de fer français.

(Applicable jusqu'au 30 juin 1953.)

Mobilier non dénommé, usagé, en cadres de particulier (840) (*a*), d'une gare quelconque à une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français:

Par wagon chargé de 2 tonnes: jusqu'à 399 km, barème 25; au delà, barème 115.

Par wagon chargé de 4 tonnes: jusqu'à 499 km, barème 45; au delà, barème 134.

Par wagon chargé de 5 tonnes: jusqu'à 499 km, barème 50; au delà, barème 139.

Conditions d'application.

Les dispositions du présent chapitre ne sont applicables qu'aux envois remis par une entreprise de déménagement adhérant à un groupement agréé par la Société nationale des chemins de fer français et ayant souscrit un engagement de fidélité.

Pour le retour à vide des cadres, la taxe est établie sur le poids du ou des cadres, d'après les barèmes prévus à l'article 19 du tarif n° 106, réduits de 30 p. 100.

En outre, et par dérogation aux dispositions spéciales aux transports de mobilier non dénommé, usagé, le minimum de 2 tonnes de poids taxé, exigé pour la délivrance des facilités de circulation, est ramené à 1 tonne 6.

. . . . . .

a) Voir à la fin du présent tarif, les « Dispositions spéciales aux transports de mobilier non dénommé, usagé ».

Dispositions spéciales aux transports de mobilier non dénommé, usagé.

I. — Facilités de circulation.

A) . . . . . .

B) Au facteur, ... chargé

Soit dans des cadres fournis . . . . . ,

Soit dans des voitures de déménagement non munies de moteur,

un titre de parcours comportant une réduction de 75 p. 100 aller et retour en 2e ou 3e classe, sur le parcours de la gare expéditrice à la gare destinataire.

Dans le cas d'envois . . . (le reste sans changement.)

(*Paris le* 28 *août* 1952.)

2° *Prix d'application prévus conformément à l'article 14 (1°, b) du cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français.*

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que le prix à la tonne qui, sauf avis contraire, sera perçu à partir du 17 septembre 1952, dans la limite des prix à maximum et minimum prévus au chapitre 1er du tarif n° 2, est fixé comme suit pour une période qui, sauf prorogation, prendra fin un an après la date de mise en vigueur:

MARCHANDISES	RELATIONS de	RELATIONS à	PRIX accordé à l'expéditeur.	CONDITION de tonnage.
Blé (90) expédié en vrac en wagons trémies à déchargement automatique appartenant à l'expéditeur.	Chilleurs-Montigny, Neuville-aux-Bois. (Embranchements de la Société coopérative agricole de stockage et de vente des céréales.)	Pithiviers.	Barème 78.	Par wagon chargé de 20 tonnes.

(*Paris, le* 2 *septembre* 1952.)

3° ***Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.***

(La date indiquée en tête de chaque affaire est celle de la décision ministérielle. La date du *Journal officiel* mentionnée est celle du numéro qui a publié la proposition.)

A. — **Homologations.**

25 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 24 juillet 1952 tendant à modifier, comme il est indiqué ci-après, les dispositions du chapitre 105 du tarif n° 12, applicables aux transports de scories de forges, de hauts fourneaux ou de verreries;

a) Remplacer « en provenance de Mont-Saint-Martin » par « en provenance d'une aciérie située sur le territoire français et desservie directement par une gare de la région Est expédiées par cette aciérie de la gare la desservant... »;

b) Supprimer le nota. (*Journal officiel* du 29 juillet 1952.)

26 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 26 juillet 1952 tendant à modifier le 2° de la disposition complémentaire spéciale à l'article 19 de la C. I. M. — Remboursements et débours — du règlement provisoire pour le transport des marchandises échangées entre la France et la Belgique (édition du 1er juillet 1952). (*Journal officiel* du 29 juillet 1952.)

Homologation accordée, à titre provisoire, après autorisation de mise en application à dater du 1er août 1952 donnée par décision du 31 juillet 1952. (*Journal officiel* du 12 août 1952.)

28 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 30 juillet 1952 tendant à supprimer dans le titre III (cartes donnant droit à la délivrance des billets à demi-tarif) du tarif spécial des abonnements, des dispositions spéciales concernant les associés des départements du Haut-Rhin et de la Moselle. (*Journal officiel* du 5 août 1952.)

28 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 31 juillet 1952 tendant à créer, dans le tarif n° 3, chapitre 3, un paragraphe XI applicable aux fruits à cidre ou à poiré expédiés en régime ordinaire d'une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français à une gare de la Société nationale des chemins de fer français desservant un établissement de transformation de fruits à cidre ou à poiré sur le territoire français et adressés directement à cet établissement sous condition d'un parcours d'au moins 300 km ou payant pour cette distance (*Journal officiel* du 5 août 1952.)

28 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 7 août 1952 tendant à créer, au tarif n° 5, un chapitre 113 comportant des dispositions spéciales en faveur des sucres expédiés par wagon chargé de 20 tonnes, de Noisy-le-Sec, Pantin et Paris-la Chapelle, à destination d'une gare des régions Est ou Sud-Est desservant un point frontière franco-suisse et exportés par ce point frontière. (*Journal officiel* du 12 août 1952.)

29 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 31 juillet 1952 tendant à créer au chapitre 3 du tarif n° 100, une tarification spéciale applicable aux envois de groupages effectués par wagon de 7, 8, 9, 10 et 12 tonnes, de Toulouse (toutes gares) à Marseille (toutes gares). (*Journal officiel* du 5 août 1952.)

29 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 31 juillet 1952 tendant à inscrire au tableau III, 2°, du chapitre 116 de la relation Dijon-ville à Dijon-Porte-Neuve et vice versa. (*Journal officiel* du 5 août 1952.)

30 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 24 juillet 1952 tendant à inscrire au chapitre 16 du tarif n° 14 les gares situées sur le territoire de Belfort comme points expéditeurs de déchets d'acier, de fer ou de fonte. (*Journal officiel* du 29 juillet 1952.)

30 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 31 juillet 1952 tendant à la création, au chapitre 3 du tarif n° 100, d'une tarification réduite pour les transports de groupages formés de marchandises en provenance d'expéditeurs multiples ou à l'adresse de destinataires différents effectués de Cosne et de Nevers à Paris (toutes gares) et vice versa. (*Journal officiel* du 5 août 1952.)

30 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 31 juillet 1952 tendant à créer, au chapitre 6 du tarif n° 11, un nouveau paragraphe comportant des dispositions spéciales en faveur du sable expédié de Saint-Hilaire-de-Riez à Vertou par wagon chargé de 10 tonnes. (*Journal officiel* du 5 août 1952.)

B — **Décisions mettant opposition à l'application des tarifs proposés, en attendant la décision définitive à intervenir (Velo).**

28 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 31 juillet 1952 tendant à insérer, dans le chapitre 5 du tarif n° 14, un nouveau paragraphe II concernant la création d'une tarification réduite pour le transport par rames de 120 tonnes des demi-produits expédiés de Pompey sur Strasbourg-ville, Starsbourg-Port-du-Rhin et Kœnigshoffen. (*Journal officiel* du 5 août 1952.)

Ministère des finances et des affaires économiques.

Avis relatif au tirage de la trente-deuxième tranche de la loterie nationale 1952.

Le tirage de la trente-deuxième tranche de la loterie nationale 1952 aura lieu le mercredi 3 septembre 1952, à vingt heures trente, en présence du public.

Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'industrie et du commerce.

Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance de la zone dollar.

Les importateurs sont informés de l'ouverture de crédits en dollars pour le financement de diverses importations de biens d'approvisionnement repris dans la liste ci-dessous.

Par dérogation aux dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 49-927 du 13 juillet 1949, les demandes d'autorisation d'importation concernant les produits considérés pourront être déposées à l'office des changes, 3e sous-direction, 8, rue de la Tour-des-Dames, Paris (9e), dès la publication du présent avis au *Journal officiel*, elles seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

PRODUITS	ORIGINE
Séparateurs d'accumulateurs	Canada, Etats-Unis.
Ebauches de navettes	Idem.
Pièces plastiques à usage industriel	Etats-Unis.
Matrices	Idem.
Semi-produits pour industries diverses	Idem.
Poils et queues d'animaux pour brosserie et filature	Idem.

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de vacance du poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Villefranche-sur-Mer.

Est déclaré vacant le poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes).

Peuvent faire acte de candidature, les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur économe et de sous-directeur des hôpitaux et hospices publics établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943.

Les candidats devront adresser leur demande sous pli recommandé, dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis, au directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale des Alpes-Maritimes, préfecture, annexe grand hôtel, avenue Félix-Faure, à Nice.

Avis de vacance du poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Saint-Claude (Jura).

Est déclaré vacant le poste de directeur économe de l'hôpital-hospice de Saint-Claude (Jura).

Peuvent faire acte de candidature, les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur économe et de sous-directeur des hôpitaux et hospices publics établie conformément aux dispositions du décret du 17 avril 1943.

Les candidats devront adresser leur demande sous pli recommandé, dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis, au directeur départemental de la population et de l'entr'aide sociale du Jura, 1, avenue de Monciel, à Lons-le-Saunier.

BULLETIN DES RECETTES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PUBLICATION DES RECETTES

I. — Evaluation des recettes de la trente-troisième semaine du 9 au 15 août 1952. (En milliers de francs.)

NATURE DU TRAFIC	1952 — Recettes évaluées	1951 — Recettes comptables	DIFFERENCE EN FAVEUR DE: 1952 — En valeur absolue	1952 — Pourcentage	1951 — En valeur absolue	1951 — Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7
Voyageurs	2.805.770	2.375.645	430.125	18,1	»	»
Bagages et consigne	63.880	53.518	10.362	19,4	»	»
Colis postaux, petits colis	130.020	96.149	33.871	35,2	»	»
Marchandises (détail et wagons)	3.597.690	3.363.284	234.406	7	»	»
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	6.597.360	5.888.596	708.764	12	»	»

II. — Evaluation des recettes au 15 août 1952.

NATURE DU TRAFIC	RECETTES comptables du 1er janvier au 30 juin 1952	RECETTES évaluées du 1er juillet au 15 août 1952	TOTAL des recettes du 1er janvier au 15 août 1952	RECETTES comptables du 1er janvier au 15 août 1951	DIFFERENCE EN FAVEUR DE: 1952 — En valeur absolue	1952 — Pourcentage	1951 — En valeur absolue	1951 — Pourcentage
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Voyageurs	41.293.382	20.572.740	61.866.122	51.704.509	13.161.613	25,5	»	»
Bagages et consigne	798.422	448.730	1.247.152	988.177	258.975	26,2	»	»
Colis postaux, petits colis	6.574.054	1.382.680	7.956.734	5.764.676	2.192.058	38	»	»
Marchandises (détail et wagons)	138.299.186	29.640.360	167.939.546	135.848.319	32.091.227	23,6	»	»
Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français	189.965.044	52.044.510	242.009.554	194.305.681	47.703.873	24,6	»	»

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels :* JEAN REYMOND.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Dernier cours cotés en Bourse	20 août — Cours relevés après Bourse	DEVISES	1er septembre 1952 — Cours relevés avant Bourse	1er septembre 1952 — Cours cotés en Bourse	Dernier cours cotés en Bourse	20 août — Cours relevés après Bourse	DEVISES	1er septembre 1952 — Cours relevés avant Bourse	1er septembre 1952 — Cours cotés en Bourse
349 95	.... ..	Etats-Unis (1 dollar)	.... ..	349 95	1215 25	.... ..	Portugal (100 escudos)	.... ..	1216 .. ..
700 375	.... ..	Belgique (100 francs)	.... ..	700	8012 50	.... ..	Suisse (100 francs)	.... ..	8007 50 .....
363 60	.... ..	Canada (1 dollar)	.... ..	363 80	163 70	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 francs Djib.)	.... ..	....

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

Compagnie des Hauts Fourneaux et Fonderies de Givors
ETABLISSEMENTS PRENAT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 110.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: GIVORS (RHÔNE)
R. C.: Lyon B n° 2581.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 110 obligations 4 0/0 1945 dont le septième amortissement est prévu pour le 1er août 1952.
En conséquence, aucun tirage n'a été effectué en juillet 1952.

Rappel de la série comprenant des obligations 4 0/0 1945 sorties en 1947 et non encore remboursées.

3.621 à 3.630

Société Nord-Africaine des Ciments Lafarge
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 450 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 88, RUE MICHELET, ALGER
R. C.: Alger n° 1656.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, cette société a procédé au rachat de ses obligations 4 1/4 0/0 1946 en utilisant la totalité de la somme destinée à l'amortissement prévu pour le 1er octobre 1952.
En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en septembre 1952.

Titres restant à rembourser.

Néant.

MAISON OLIDA
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 408 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 11, RUE DROUOT, PARIS (9e)
Registre du commerce: Seine 37281.

Obligations 4 0/0 1945.

Septième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la Maison Olida a procédé au rachat en Bourse des 130 obligations dont l'amortissement est prévu pour le 1er octobre 1952.
En conséquence, il n'y aura pas de tirage au sort au titre de cet amortissement.

Liste des numéros des titres sortis aux tirages antérieurs non encore présentés au remboursement à la date du 15 juillet 1952.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement
875 et 876	1950	4.634 à 4.638	1946
2.041 à 2.048	1950	5.136 à 5.139	1950
2.809	1946		

L'OXHYDRIQUE FRANÇAISE
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 60.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 8, AVENUE JULES-FERRY, A MALAKOFF (SEINE)
R.-C.: Seine n° 76787.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT
de l'emprunt 6 1/2 0/0 1952 d'un montant nominal de 25 millions de francs divisé en 2.500 obligations de 10.000 F nominal chacune.

Dates des amortissements et nombre de titres à amortir.

1er mai 1953.....	208	1er mai 1957.....	208	1er mai 1961.....	209
— 1954.....	208	— 1958.....	209	— 1962.....	208
— 1955.....	209	— 1959.....	208	— 1963.....	208
— 1956.....	208	— 1960.....	208	— 1964.....	209

Total. 2.500 titres

Malteries Franco-Belges et Moulins de Prouvy
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 356.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 47, BOULEVARD HAUSSMANN, A PARIS
R. C.: Seine n° 269852 B.

Obligations de 1.000 *F* 5 1/2 0/0 1939.

Treizième amortissement.

Les porteurs d'obligations de 1.000 F 5 1/2 0/0 1939 sont informés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé, par voie de rachats en Bourse, à son amortissement du 1er octobre 1952.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage.

Obligations de 5.000 *F* 4 1/2 0/0 1946.

Cinquième amortissement.

Les porteurs d'obligations de 5.000 F 4 1/2 0/0 1946 sont informés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé, par voie de rachats en Bourse, à son amortissement du 1er octobre 1952.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE
DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS
DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 10.000 F 4 0/0 1945
DE LA
Société de transport d'énergie de Provence.

Les porteurs d'obligations 4 0/0 de 10.000 F (émission 1945), de la Société de transport d'énergie de Provence sont informés que l'amortissement du 10 novembre 1952 a été réalisé par voie de rachat en Bourse.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Numéros des obligations restant à rembourser.

Néant.

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 31 juillet 1952, le président du tribunal de première instance de Saverne a donné mainlevée du séquestre placé sur les biens, droits et intérêts appartenant à la dame Edelmann (Marie), née Schaettel, domiciliée à Triftern (Allemagne); biens situés notamment à Sarre-Union (ordonnance de mise sous séquestre du 28 octobre 1917).

Par ordonnance en date du 23 août 1952, le président du tribunal civil de Sarreguemines a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant aux ressortissants allemands suivants, partis en Allemagne:

1° Epoux Blasius, ayant été domiciliés à Freymin, rue Basse;
2° Epoux Saenger, ayant été domiciliés à Petite-Rosselle, 15, rue Saint-Joseph;
3° Epoux Gosch (Félix), ayant été domiciliés à Freyming, 25, rue de la Forêt;
4° Epoux Damm, ayant été domiciliés à Freyming, 22, rue de la Frontière;
5° Epoux Nikolaus (Charles), ayant été domiciliés à Freyming, 18, rue des Ponts;
6° Epoux Schirra, ayant été domiciliés à Freyming, 51, rue des Ponts;
7° Epoux Janetzki (Edouard), ayant été domiciliés à Freyming, 11, rue Jules;
8° Epoux Dornbecher (Alfred), ayant été domiciliés à Freyming, 6, rue Georges;
9° Epoux Ehrlich (Jean), ayant été domiciliés à Freyming, rue Henri;
10° Epoux Diedenhofen (Rodolphe), ayant été domiciliés à Henriville,

et a nommé l'administration de l'enregistrement des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Moselle, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

16 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de police. L'**Union nationale des maisons familiales d'apprentissage rural** transfère son siège social du 1, rue Choron, Paris, au 5, rue Scribe, Paris.

31 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de police. Le **Centre intersyndical d'études et de recherches de productivité** transfère son siège social du 11, quai Branly, Paris, au 22, avenue Franklin-Roosevelt, Paris.

1er août 1952. Déclaration à la préfecture de l'Eure. **Section sportive automobile ébroïcienne.** But: encourager la pratique de l'automobile comme un engin de sport; s'intéresser activement et par tous les moyens à sa disposition à la compétition sportive automobile. Siège social: chambre de commerce, à Evreux.

4 août 1952. Déclaration à la préfecture de l'Orne. **Association amicale du personnel municipal de la ville d'Alençon.** But: aide matérielle et morale aux agents municipaux; création entre eux des liens de sympathie et de confraternité; organisation de petites fêtes et aide éventuellement au ravitaillement familial. Siège social: hôtel de ville d'Alençon.

7 août 1952. Déclaration à la préfecture d'Angers. L'Association amicale d'entr'aide des sinistrés habitant les baraquements du parc de la Haye change son titre qui devient **Association amicale d'entr'aide des sinistrés et habitants du parc de la Haye.** Siège social: cité Parc-de-la-Haye, Avrillé.

8 août 1952. Déclaration à la préfecture de Marseille. **Semaine européenne de coopération économique et culturelle.** But: étude des données méditerranéennes du problème européen. Siège social: 38, cours Estienne-d'Orves, Marseille.

11 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Pontivy. **Association des chasseurs de Saint-Allouestre.** But: exercice en commun des droits de chasse; protection du gibier; répression du braconnage. Siège social: mairie de Saint-Allouestre.

11 août 1952. Déclaration à la préfecture de la Gironde. **Assemblée de Dieu de Bordeaux.** But: assurer la célébration du culte évangélique qui fonctionnera dans la circonscription religieuse de la France continentale. Siège social: 82, cours du Médoc, à Bordeaux.

12 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Mayenne. **Société de chasse de Fougerolles-du-Plessis.** But: conservation du gibier et répression du braconnage. Siège social: mairie de Fougerolles-du-Plessis.

12 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Brest. **Association des œuvres paroissiales de Saint-Joseph du Pillier-Rouge.** But: création, entretien, développement d'écoles et d'établissements d'enseignement libre, d'œuvres d'éducation populaire, patronages. Siège social: 202, rue Jean-Jaurès, Brest.

13 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture d'Oloron. **Tennis-Club de Saint-Christau.** But: pratique du tennis et des sports dérivés (badmington, tennis de table). Siège social: établissement thermal de Saint-Christau.

14 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. **Eveil sportif de Genas-Azieu.** But: pratiquer les sports et particulièrement le football association. Siège social: café Galland, Genas.

14 août 1952. Déclaration à la préfecture du Finistère. **Société de chasse de Ménez-René.** But: réglementation locale de la chasse et repeuplement en gibier. Siège social: chez M. Donnart, Poulhan en Plouhinec.

18 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Tournon. **Association familiale pour la formation ménagère rurale professionnelle agricole des jeunes des Boutières et de l'Eyrieux.** But: défense des droits et intérêts moraux et matériels des familles; participation à la gestion morale et matérielle du centre d'apprentissage ménager agricole. Siège social: rue de la Poste, le Cheylard.

18 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Châteaubriant. **Association d'enseignement agricole et ménager rural de Rougé.** But: favoriser la formation de la jeunesse par l'enseignement agricole et ménager. Siège social: salle Verron, à Rougé.

19 août 1952. Déclaration à la préfecture des Ardennes. **Association d'éducation populaire de Flaignes-les-Oliviers, Marby, Havys et Girondelle.** But: éducation de la jeunesse et formation des cadres. Siège social: presbytère de Flaignes-les-Oliviers.

19 août 1952. Déclaration à la préfecture de Rennes. **Union sportive domagnéenne.** But: éducation physique et sportive. Siège social: patronage de Domagné.

19 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Saumur. **Syndicat de chasse des amis réunis, club Mon Désir et environs de Vernantes.** But: conservation et repeuplement du gibier. Siège social: café de Mon Désir, Vernantes.

20 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Briey. **Société de chasse de Pierrepont.** But: développement, protection, élevage du gibier, destruction des nuisibles, du braconnage. Siège social: Pierrepont, café de la Poste.

20 août 1952. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association des parents d'élèves de l'école des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.** But: grouper les chefs de famille ayant la charge des enfants inscrits à l'école; toutes activités susceptibles d'apporter un soutien matériel et moral à l'école, aux familles et aux maîtres; entente avec toutes associations semblables. Siège social: 3, rue Salluste, à Alger.

21 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Romorantin. **La Boule fertoise.** But: développement et pratique du sport boules, association exclusivement sportive. Siège social: café-bar de la Gare, à la Ferté-Imbault.

21 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Condom. **Association des propriétaires et chasseurs de la commune de Berrac.** But: repeuplement du gibier, destruction des nuisibles, répression du braconnage. Siège social: mairie de Berrac.

22 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Flour. **Flour de Brousse.** But: réglementation locale de la chasse, repeuplement en gibier. Siège social: mairie de Chavagnac.

25 août 1952. Déclaration à la préfecture du Calvados. **Société des boulistes de Bernières-sur-Mer.** But: pratique et développement du sport de boules. Siège social: foyer communal Achille-Min, Bernières-sur-Mer.

25 août 1952. Déclaration à la préfecture des Vosges. **Amicale de l'harmonie municipale.** But: établir, resserrer et fortifier les liens d'amitié, de solidarité et de camaraderie entre tous ses membres; rechercher, étudier et poursuivre par tous les moyens légaux l'amélioration de leur situation matérielle et morale; venir en aide aux musiciens ou à leur famille dans le cas où ceux-ci seraient frappés par l'adversité. Siège social: rue des Halles, Epinal.

26 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Vichy. **Club accordéoniste de Cusset.** But: pratique et développement de l'accordéon, notamment par les représentations et concerts publics. Siège social: 11, rue de la République, Cusset.

26 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Vendôme. **Société de chasse de Villeromain-Périgny.** But: protection et repeuplement du gibier. Siège social: mairie de Périgny.

27 août 1952. Déclaration à la préfecture du Cantal. **Syndicat des chasseurs et propriétaires des communes de Carlat et Saint-Etienne-de-Carlat.** But: conservation du gibier, répression du braconnage. Siège social: mairie de Carlat.

27 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Roanne. **Association locale des chasseurs du Puy.** But: défense des intérêts des chasseurs, répression du braconnage. Siège social: chez M. Gignoux, le Puy, commune de Saint-Jean-le-Puy.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.